



Cahier Spécial des Charges BDI22001-10008

Marché de fournitures relatif à « l'achat de matériels, équipements et fournitures au profit de l'administration de la justice »

Procédure Ouverte

Code Navision : BDI22001

Table des matières

1	Généralités.....	5
1.1	Déroptions aux règles générales d'exécution.....	5
1.2	Pouvoir adjudicateur	5
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel.....	5
1.4	Règles régissant le marché.....	6
1.5	Définitions.....	7
1.6	Confidentialité	9
1.6.1	Traitement des données à caractère personnel.....	9
1.6.2	Confidentialité	9
1.7	Obligations déontologiques	9
1.8	Droit applicable et tribunaux compétents	10
2	Objet et portée du marché	11
2.1	Nature du marché	11
2.2	Objet du marché.....	11
2.3	Lots.....	11
2.4	Postes	12
2.5	Durée du marché.....	12
2.6	Variantes ♣.....	12
2.7	Option	12
2.8	Quantité.....	12
3	Objet et portée du marché	14
3.1	Mode de passation	14
3.2	Publication	14
3.2.1	Publicité officielle.....	14
3.2.2	Publication Enabel	14
3.3	Information.....	14
3.4	Offre	15
3.4.1	Données à mentionner dans l'offre.....	15
3.4.2	Durée de validité de l'offre	15
3.4.3	Détermination des prix.....	15
3.4.3.1	Eléments inclus dans le prix	15
3.4.4	Introduction des offres	16
3.4.5	Modification ou retrait d'une offre déjà introduite	17

3.4.6	Ouverture des offres.....	17
3.4.7	Sélection des soumissionnaires.....	17
3.4.7.1	Motifs d'exclusion	17
3.4.7.2	Critères de sélection.....	19
3.4.7.3	Modalités d'examen des offres et régularité des offres	19
3.4.7.4	Critères d'attribution ♠.....	20
3.4.7.5	Cotation finale	20
3.4.7.6	Attribution du marché	20
3.4.8	Conclusion du contrat.....	20
4	Dispositions contractuelles particulières	21
4.1	Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	21
4.2	Sous-traitants (art. 12 à 15)	21
4.3	Confidentialité (art. 18)	22
4.4	Protection des données personnelles	23
4.5	Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	24
4.6	Cautionnement (art.25 à 33)	24
4.7	Conformité de l'exécution (art. 34).....	26
4.8	Modifications du marché (art. 37 à 38/19).....	26
4.8.1	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3).....	26
4.8.2	Révision des prix (art. 38/7).....	26
4.8.3	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12).....	26
4.8.4	Circonstances imprévisibles	27
4.9	Réception technique préalable (art. 42).....	27
4.10	Modalités d'exécution (art. 146 es).....	27
4.10.1	Délais et clauses (art. 147).....	27
4.10.2	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149).....	27
4.11	Vérification de la livraison (art. 120).....	31
4.12	Responsabilité du fournisseur (art. 122).....	32
4.13	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels	32
4.14	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 123-126).....	32
4.14.1	Défaut d'exécution (art. 44).....	32
4.14.3	Amendes pour retard (art. 46 et 123)	33
4.14.4	Mesures d'office (art. 47 et 124)	33
4.15	Fin du marché.....	33

4.15.1 Réception des produits fournis (art. 64-65 et 128).....	33
4.15.2 Transfert de propriété (art. 132)	34
4.15.3 Délai de garantie (art. 134)	34
4.15.4 Réception définitive (art. 135)	34
4.15.5 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)	34
4.16 Litiges (art. 73)	35
5 Spécifications techniques	36
6 Formulaires.....	51
6.1 Fiche d'identification	51
6.1.1 Personne physique	51
6.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique.....	52
6.1.3 Entité de droit public	54
6.1.4 Sous-traitants.....	55
6.2 Formulaire d'offre - Prix.....	56
6.2.1- Inventaire – Prix (DQE).....	57
6.2.2- Bordereau des prix unitaires	58
6.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion	59
6.4 Déclaration intégrité soumissionnaires	62
6.5 Dossier de sélection – capacité économique	63
6.6 Dossier de sélection – aptitude technique	64
6.7 Documents à remettre – liste exhaustive.....	65
6.9 Annexes	67
6.9.1 << Clause GDPR (en cas de prestataire de service qui va traiter des données personnelles)	67

1 Généralités

1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution

La section 4. « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé à l'article 26 des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013).

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Abou el mahassine FASSI-FIHRI, représentant résident d'Enabel au Burundi.

1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- la loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- la Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public² ;
- la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel: citons, à titre de principaux exemples :

- sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

³ M.B. du 18 novembre 2008.

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail⁴ consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.
- le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

1.4 Règles régissant le marché

- Sont e.a. d'application au présent marché public :
- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁵ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁶
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁷ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics⁸ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail' ou similaire
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be, le code éthique et les politiques de Enabel

⁴ <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>.

⁵ M.B. 14 juillet 2016.

⁶ M.B. du 21 juin 2013.

⁷ M.B. 9 mai 2017.

⁸ M.B. 27 juin 2017.

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou
<https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;
- Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be.

Considérant l'article 14, §2, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visée à l'article 14, § 7, de la loi.

La nature du marché en question est telle que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux, n'ont pas un accès égal face aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge « e-Procurement ». Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et peuvent restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation, notamment, en matière de vitesse et de qualité de la connexion internet, ainsi que de la qualité du réseau de transport d'électricité.

De plus, les formes particulières prévus par cette plateforme du point de vue de la signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les TIC généralement utilisées.

1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;

L'adjudicataire / le prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur: Enabel, représentée par le Représentant résident d'Enabel au BURUNDI;

L'offre: l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours: A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Spécification technique : une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel

il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

BDA : le Bulletin des Adjudications

JOUE : le Journal Officiel de l'Union européenne

OCDE : l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;

E-tendering: La plateforme E-tendering permet aux soumissionnaires de soumettre et ouvrir les offres électroniques/demande de participation;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Le litige : l'action en justice.

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut

être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.6 Confidentialité

1.6.1 Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.6.2 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.7 Obligations déontologiques

1.7.1. Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

1.7.2. Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

1.7.3. Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

1.7.4. Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des

informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

1.7.5. De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

1.7.6. L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

1.7.7. Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

1.8 Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

2 Objet et portée du marché

2.1 Nature du marché

Le présent marché est un marché de fournitures

2.2 Objet du marché

Ce marché consiste en l'informatisation de structures judiciaires, conformément aux conditions du présent CSC.

2.3 Lots⁹

Le marché est divisé en 3 lots formant chacun un tout indivisible. Le soumissionnaire peut introduire une offre pour un, deux ou tous les lots. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.

La description de chaque lot est reprise dans les prescriptions techniques du présent CSC.

Le tableau ci-dessous reprend les lots avec les différents postes associés. Ces postes sont groupés et forment un seul lot. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes et le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes d'un même lot.

LOT 1	<i>Ordinateur standard core i3</i> <i>Ordinateur standard core i5</i> <i>Ordinateur haute performance core i7</i> <i>Docking station</i> <i>Ecran 27 pouces</i> <i>Clavier souris combo</i> <i>Retroprojecteur</i> <i>Ecran de projection motorisé</i> <i>Ecran 24 pouces</i> <i>Ecran 18 pouces</i>
LOT 2	<i>Routeur haute Performance</i> <i>Routeur Wireless</i> <i>Point d'accès</i> <i>Rouleau de cable FTP</i> <i>Prises réseaux</i> <i>Patch Panel 24 ports keystone</i> <i>Coffret Mural</i> <i>Noyau</i>

⁹ Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 135.000 € htva, le P.A. a l'obligation d'envisager l'allotissement du marché, sauf motivation dans le dossier du marché.

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

	<i>Multiprise Rackable</i> <i>Multiprise parasurtenseur</i> <i>Goulottes</i> <i>Gaine annelée</i> <i>Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm</i> <i>Vis métallique M10</i> <i>Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm</i> <i>Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm</i>
LOT 3	<i>Imprimante multifonction A3 noir/blanc recto-verso et stabilisateur</i> <i>Imprimante multifonction A3 couleur recto-verso et stabilisateur</i> <i>Scanner High speed</i> <i>Imprimante Multifonction A4 recto-verso noir/blanc</i>

2.4 Postes

Le marché est composé des postes suivants :

(voir également Partie 3 et/ou inventaire)

Ces postes seront groupés et forment un seul marché. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes et le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes du marché.

2.5 Durée du marché

Le marché débute à la notification de l'attribution et a une durée de 60 jours pour chacun des lots. En cas d'attribution de plusieurs lots, les délais ne sont pas cumulatifs.

2.6 Variantes ♣

Les variantes ne sont pas admises.

2.7 Option

Les options ne sont pas autorisées

2.8 Quantité

Les quantités présumées ci-dessous par lot sont fournies à titre informatif.

LOT 1

ARTICLES	QTE
Ordinateur standard core i3	59
Ordinateur standard core i5	16
Ordinateur haute performance core i7	3
Docking station	3
Ecran 27 pouces	1
Clavier souris combo	53
Rétroprojecteur	5
Ecran de projection motorisé	1
Ecran 24 pouces	2
Ecran 18 pouces	50

LOT 2

ARTICLES	QUANTITE
Routeur haute Performance	6
Routeur Wireless	3
Point d'accès	21
Rouleau de cable FTP	13
Prises réseaux	37
Patch Panel 24 ports keystone	6
Coffret Mural	6
Noyau	142
Multiprise Rackable	6
Multiprise parasurtenseur	3
Goulottes	80
Gaine annelée	12
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	59
Vis métallique M10	30
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	21
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	21

LOT 3

ARTICLE	QTE
Imprimante multifonction A3 noir/blanc recto-verso et stabilisateur	21
Imprimante multifonction A3 couleur recto-verso et stabilisateur	2
Scanner High speed	1

Imprimante Multifonction A4 recto-verso noir/blanc	8
--	---

Les différents lots du marché sont repris dans le formulaire d'offre de prix.

3 Objet et portée du marché

3.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de 36 de la loi du 17 juin 2016, via une procédure ouverte.

3.2 Publication

3.2.1 Publicité officielle

Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin des Adjudication et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

3.2.2 Publication Enabel

Ce marché est en outre publié sur le site Web d'Enabel (www.enabel.be).

3.3 Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par la cellule contractualisation. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent CSC.

Jusqu'à 10 jours avant le dépôt des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées par écrit à **mp.bdi@enabel.be** et il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. Lorsque celles-ci entraînent un complément d'information et/ou une rectification, l'aperçu de ces questions-réponses sera disponible au BDA/ JOUE et sur le site web Enabel.

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant le CSC qui sont publiées sur le site de BDA et JOUE ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. À cet effet, s'il a téléchargé le CSC sous forme électronique, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire de marchés publics mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

3.4 Offre

3.4.1 Données à mentionner dans l'offre

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.4.2 Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 120 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

3.4.3 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO.

Le présent marché est un marché à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant les prix unitaires mentionnés dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

3.4.3.1 Eléments inclus dans le prix

Le fournisseur est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les prix indiqués qui seront pris en compte lors de l'attribution des lots sont DDP (Incoterms 2020). Donc livraison sur les différents sites indiqués.

Sont notamment inclus dans les prix :

1. La gestion administrative et le secrétariat ;
2. Le déplacement, le transport et l'assurance ;

3. La documentation relative aux services ;
4. La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;
5. Les emballages ;
6. La formation nécessaire à l'usage ;
7. Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail
8. Les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés ;
9. Toutes autres taxes locales applicables sur ces types de marchés au Burundi.

Tous les prix sont DDP, la livraison sur site est à la charge du fournisseur jusqu'à l'installation et mise en marche. La livraison DDP implique que le fournisseur est responsable des formalités de douane, etc., ainsi que du temps nécessaire à leur réalisation. Enabel assiste le fournisseur en transmettant les documents d'exonération nécessaires. Mais toutes les formalités et la responsabilité y relatives pèsent sur le fournisseur.

3.4.4 Introduction des offres

Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.

Un exemplaire original de l'offre complète sera introduit sur papier. En plus, le soumissionnaire joindra à l'offre **deux (2) copies. Cette offre complète devra être introduite aussi sous forme d'un fichier au format PDF sur Clé Usb** avec en plus le devis quantitatif-Inventaire des fournitures **en Excel**.

La clé USB doit exactement être conforme à l'offre.

Elle est introduite sous pli définitivement scellé, portant la mention : Offre « BDI22001-10029 : Marché de service pour la « **BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture » – Ouverture des offres le 22/12/2023, à 10 heures, heure de Bujumbura (GMT+2).**

Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt indiquées ci-dessus. Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. (Article 83 de l'AR Passation).

L'offre originale et les copies seront placées dans des enveloppes séparées et seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui ne devra pas porter l'identification du soumissionnaire.

Les enveloppes intérieures porteront **le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Pouvoir Adjudicateur de renvoyer l'offre si elle a été déclarée « hors délai ».**

Les offres envoyées électroniquement ne seront pas considérées !

L'offre sera remise contre accusé de réception à l'adresse suivante :

Enabel – Agence Belge de Développement

Bujumbura, Commune Mukaza, Q. Rohero I

Avenue Bisoro n° 22, Kabondo-Ouest (Avenue du large, à ± 500m en aval de l'ex-Pyramid Center)

Bâtiment Enabel Santé

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Secrétariat de la Cellule Contractualisation

Lorsque l'offre est signée par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l'acte qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie scannée de la procuration.

Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. (Article 83 de l'AR Passation).

3.4.5 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué par télécopie, ou via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

Lorsque l'offre est introduite via e-tendering, la modification ou le retrait de l'offre se fait conformément à l'article 43, §2 de l'A.R. du 18 avril 2017.

Ainsi, les modifications à une offre qui interviennent après la signature du rapport de dépôt, ainsi que son retrait donnent lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt qui doit être signé conformément au paragraphe 1er.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

Lorsque le rapport de dépôt dressé à la suite des modifications ou du retrait visés à l'alinéa 1er, n'est pas revêtu de la signature visée au paragraphe 1er, la modification ou le retrait est d'office entaché de nullité. Cette nullité ne porte que sur les modifications ou le retrait et non sur l'offre elle-même.

3.4.6 Ouverture des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le **22/12/2022 à 10h00 heures de Bujumbura.**

3.4.7 Sélection des soumissionnaires

3.4.7.1 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre accompagné du document unique de marché européen (voir DUME en annexe), le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

1° qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoires ou facultatifs, qui doit ou peut entraîner son exclusion;

2° qu'il répond aux critères de sélection qui ont été établis par l'adjudicateur dans le présent marché.

L'adjudicateur demandera au soumissionnaire, si nécessaire, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure.

A l'exception des motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales, le soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations d'exclusion obligatoires ou facultatives prouve qu'il a versé ou entrepris de verser une indemnité en réparation de tout préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, clarifié totalement les faits et circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et pris des mesures concrètes de nature technique et organisationnelle et en matière de personnel propres à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute.²

L'article 70 de l'arrêté royal passation du 18 avril 2017 précise que : « § 2. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67, le candidat ou le soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er au début de la procédure.

Le pouvoir adjudicateur signale dans les documents du marché que le présent paragraphe est d'application.

§ 3. Lorsque le pouvoir adjudicateur envisage d'invoquer un motif d'exclusion visé à l'article 69, il donne au candidat ou au soumissionnaire la possibilité de présenter les mesures correctrices visées au paragraphe 1er au cours de la procédure de passation. Il en va de même si le candidat ou le soumissionnaire concerné n'a pas fait référence aux mesures correctrices dans son Document unique de marché européen visé à l'article 73. [...]»

L'adjudicateur est tenu de vérifier les déclarations faites dans le DUME sur base des documents suivants:

- 1) un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) dans le cas où il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales ;
- 2) le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales, à transmettre sauf lorsque l'adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne ;
- 3) le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes, à transmettre sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne.
- 4) le document justifiant que le soumissionnaire n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activité, de réorganisation judiciaire, à transmettre sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne ;

Le soumissionnaire peut joindre ces documents directement à son offre.

Si les documents ne sont pas joints, le soumissionnaire doit être en mesure de fournir les documents listés ci-dessus dans les 3 jours ouvrables suivant la demande de l'adjudicateur.

Si le soumissionnaire ne transmet pas le ou les documents demandés dans le délai fixé, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire.

Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de ne pas attendre la demande de l'adjudicateur et de demander le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes

du pays dans lequel ils sont établis, les documents qu'ils n'auraient pas joints à leur offre. En effet, les délais pour l'obtention de certains documents peuvent être longs.

Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires. C'est le cas, pour les soumissionnaires belges (via la plateforme Telemarc), sauf pour l'extrait de casier judiciaire qui doit être demandé par le soumissionnaire lui-même.

3.4.7.2 Critères de sélection

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable, tant du point de vue économique et financier que du point de vue technique, de mener à bien le présent marché public.

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

3.4.7.3 Modalités d'examen des offres et régularité des offres

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité.

Les offres doivent être établies de manière telle que le pouvoir adjudicateur puisse faire son choix sans entrer en négociation avec le soumissionnaire. Pour cette raison, et afin de pouvoir juger les offres sur pied d'égalité, il est fondamental que les offres soient entièrement conformes aux dispositions du CSC, tant au plan formel que matériel.

Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.

Constitue une irrégularité substantielle celle qui est de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher l'évaluation de l'offre du soumissionnaire ou la comparaison de celle-ci aux autres offres, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues.

Sont réputées substantielles notamment les irrégularités suivantes :

1° le non-respect du droit environnemental, social ou du travail, pour autant que ce non-respect soit sanctionné pénalement ;

2° le non-respect des exigences visées aux articles 38, 42, 43, § 1er, 44, 48, § 2, alinéa 1er, 54, § 2, 55, 83 et 92 de l'AR du 18 avril 2017 et par l'article 14 de la loi, pour autant qu'ils contiennent des obligations à l'égard des soumissionnaires;

3° le non-respect des exigences minimales et des exigences qui sont indiquées comme substantielles dans les documents du marché ;

4° les offres qui ne comportent pas de signature manuscrite originale sur le formulaire d'offre

Le Pouvoir Adjudicateur déclare également nulle l'offre qui est affectée de plusieurs irrégularités non substantielles qui, du fait de leur cumul ou de leur combinaison, sont de nature à avoir les mêmes effets que décrits ci-dessus (conformément à l'article 76 de l'AR du 18 avril 2017).

Conflits d'intérêts-Tourniquet (Art. 51 A.R. 18/04/2017).

Sans préjudice des articles 6 et 69, alinéa 1er, 5°, de la loi, est considéré comme un conflit d'intérêts, toute situation dans laquelle une personne physique qui a travaillé pour un pouvoir adjudicateur comme collaborateur interne, dans un lien hiérarchique ou non, comme fonctionnaire concerné, officier public ou toute autre personne liée à un pouvoir adjudicateur de quelque manière que ce soit, intervient ultérieurement dans le cadre d'un marché public passé par ce pouvoir adjudicateur et qu'un lien existe entre les précédentes activités que la personne susmentionnée a prestées pour le pouvoir adjudicateur et ses activités dans le cadre du marché.

L'application de la disposition visée supra est toutefois limitée à une période de deux ans qui suit la démission de ladite personne ou toute autre façon de mettre fin aux activités précédentes.

3.4.7.4 Critères d'attribution ♣

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge économiquement la plus avantageuse par lot en tenant compte des critères suivants :

- Attribution sur la base du **prix** :
 - Prix

3.4.7.5 Cotation finale

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur correspond à la réalité.

3.4.7.6 Attribution du marché

Les lots du marché seront attribués aux soumissionnaires qui ont remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse.

En cas d'attribution de plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur se basera sur la combinaison de lot la plus avantageuse pour lui.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

3.4.8 Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique ou par fax et, le même jour, par envoi recommandé.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- La BAFO approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4 Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Les dérogations sont mentionnées au point 1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution.

4.1 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. Yoann THINES et assisté par Armel NYAMURANGWA, respectivement courriel: yoann.thines@enabel.be et armel.nyamurangwa@enabel.be

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

<< Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

4.2 Sous-traitants (art. 12 à 15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire de services s'engage à faire exécuter le marché par les personnes indiquées dans l'offre, sauf cas de force majeure. Les personnes mentionnées ou leurs remplaçants sont tous censés participer effectivement à la réalisation du marché. Les remplaçants doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque l'adjudicataire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du pouvoir adjudicateur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles à charge de l'adjudicataire sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou tout autre acte juridique.

De la même manière, l'adjudicataire respectera et fera respecter par ses sous-traitants, les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD). Un audit éventuel des traitements opérés pourrait être réalisé par le pouvoir adjudicateur en vue de valider sa conformité à cette législation.

4.3 Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par toutes autres personnes intervenant, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmis à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenant directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;

- à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »

4.4 Protection des données personnelles

4.4.1 Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

4.4.2 Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

<< OPTION 1 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR UN SOUS-TRAITANT =

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur exclusivement au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, dans le seul but d'effectuer les prestations conformément aux dispositions du cahier des charges ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Les données à caractère personnel qui seront traitées sont confidentielles. L'adjudicataire limitera dès lors l'accès aux données au personnel strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur déterminera les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur sera responsable du traitement et l'adjudicataire sera son sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD.

L'exécution de traitements en sous-traitance doit être régie par un contrat ou un acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement et qui prévoit notamment que le sous-traitant n'agit que sur instruction du responsable du traitement et que les obligations de confidentialité et de sécurité concernant le traitement des données à caractère personnel incombent également au sous traitant (Article 28 §3 du RGPD).

A cette fin, le soumissionnaire doit à la fois compléter, signer et renvoyer au pouvoir adjudicateur l'accord de sous-traitance repris en annexe [X] . La complétion et signature de cette annexe est donc une condition de régularité de l'offre

<< OPTION 2 : TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR UN RESPONSABLE DE TRAITEMENT (DESTINATAIRE)

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

4.5 Droits intellectuels (art. 19 à 23)

Le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans préjudice de l'alinéa 1er et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de dessins et modèles, de signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.

En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas les droits de propriété intellectuelle, il obtient une licence d'exploitation des résultats protégés par le droit de la propriété intellectuelle pour les modes d'exploitation mentionnés dans les documents du marché.

Le pouvoir adjudicateur énumère dans les documents du marché les modes d'exploitation pour lesquels il entend obtenir une licence.

4.6 Cautionnement (art.25 à 33)

Le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché pour les lots 1 et lots 3. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure. Il n'est pas exigé de cautionnement pour le lot 2.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes:

- 1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations. Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : https://finances.belgium.be/sites/default/files/o1_marche_public.pdf (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail info.cdcck@minfin.fed.be
- 2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire
- 3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire
- 4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

- 1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;
- 3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception :

- 1° en cas de réception provisoire : tient lieu de demande de libération de la première moitié du cautionnement
- 2° en cas de réception définitive : tient lieu de demande de libération de la seconde moitié du cautionnement, ou, si une réception provisoire n'est pas prévue, de demande de libération de la totalité de celui-ci.

4.7 Conformité de l'exécution (art. 34)

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

4.8 Modifications du marché (art. 37 à 38/19)

4.8.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures et services déjà exécutées déjà faites, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

4.8.2 Révision des prix (art. 38/7)

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

4.8.3 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier;
- la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

4.8.4 Circonstances imprévisibles

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

4.9 Réception technique préalable (art. 42)

<<Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à n'importe quel moment de la mission de demander au prestataire de services un rapport d'activité (réunions tenues, personnes rencontrées, institutions visitées, résumé des résultats, problèmes rencontrés et problèmes non résolus, déviation par rapport au planning et déviations par rapport aux TdR...).>>

4.10 Modalités d'exécution (art. 146 es)

4.10.1 Délais et clauses (art. 147)

Les fournitures doivent être exécutées dans un délai de 60 jours pour chacun des lots à compter du jour qui suit celui où le fournisseur a reçu la notification de la conclusion du marché. Les jours de fermeture de l'entreprise du fournisseur pour les vacances annuelles ne sont pas inclus dans le calcul.

4.10.2 Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)

Les fournitures seront livrées à l'adresse suivante :

LOT 1

JURIDICTION ET PRISON

ARTICLES	QTE
Ordinateur standard prison NGOZI et KIRUNDO	8
Ordinateur standard juridiction NGOZI-KIRUNDO-MUYINGA	40
Ordinateur archivage en juridiction	8

CFPJ-BUJUMBURA-KIGOBE	
ARTICLES	QTE
Ordinateur standard CFPJ	12
Ordinateur avec option	1
Docking station	1
Ecran 27 pouces	1
Clavier souris combo	1
Rétroprojecteur	4
Ecran de projection motorisé	1

SESPSES-BUJUMBURA-MUKAZA	
ARTICLES	QTE
Ordinateur standard	4
Ordinateur avec option	2
Docking station	2
Ecran 24 pouces	2
Clavier souris combo	2
Rétroprojecteur	1

Min JUSTICE-BUJUMBURA-MUKAZA	
ARTICLES	QTE
Ordinateur standard Min JUSTICE	3

LOT 2

PRISON de NGOZI Homme		PRISON de NGOZI Femme	
Description	Quantité	Description	Quantité
Routeur	1	Routeur	1
Rouleau de câble FTP	1	Rouleau de câble FTP	1
Prises réseaux	1	Prises réseaux	1
Coffret Mural	1	Coffret Mural	1

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Noyau	4	Noyau	4
Goulottes	5	Goulottes	5
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	3	Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	3
Vis métallique M10	5	Vis métallique M10	5
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	1	Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	1
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	1	Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	1

JURIDICTION NGOZI		JURIDICTION KIRUNDO	
Description	Quantité	Description	Quantité
Routeur	1	Routeur	1
Point d'accès	2	Point d'accès	2
Rouleau de cable FTP	2	Rouleau de cable FTP	2
Prises réseaux	2	Prises réseaux	2
Patch Panel 24 ports keystone	0	Patch Panel 24 ports keystone	0
Coffret Mural	1	Coffret Mural	1
Noyau	8	Noyau	8
Goulottes	10	Goulottes	10
Gaine annelée	2	Gaine annelée	2
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	8	Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	8
Vis métallique M10	6	Vis métallique M10	6
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	3	Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	3
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	3	Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	3

PRISON de KIRUNDO	
Description	Quantité
Routeur	1
Rouleau de cable FTP	1
Prises réseaux	1
Coffret Mural	1
Noyau	4
Goulottes	5
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	3
Vis métallique M10	5
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	1

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	1
--	---

JURIDICITION MUYINGA	
Description	Quantité
Routeur	1
Point d'accès	2
Rouleau de cable FTP	2
Prises réseaux	2
Patch Panel 24 ports keystone	0
Coffret Mural	1
Noyau	8
Goulottes	10
Gaine annelée	2
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	8
Vis métallique M10	6
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	3
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	3

SESPSES-MINISTERE DE LA JUSTICE-BUJUMBURA	
Description	Quantité
Routeur	1
Point d'accès	2
Rouleau de cable FTP	2
Prises réseaux	2
Patch Panel 24 ports keystone	0
Coffret Mural	1
Noyau	8
Goulottes	10
Gaine annelée	2
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	8
Vis métallique M10	6
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	3
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	3

CFPJ-BUJUMBURA -KIGOBE

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Description	Quantité
Routeur	1
Switch POE	0
Point d'accès	2
Rouleau de câble FTP	2
Prises réseaux	2
Patch Panel 24 ports keystone	1
Coffret Mural	1
Noyau	6
Goulottes	15
Gaine annelée	2
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	10
Vis métallique M10	10
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	6
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	6

Lot 3

Les imprimantes devront être livrées à Bujumbura pour inspection et le montage se fera à à NGOZI, KIRUNDO et MUYINGA

4.11 Vérification de la livraison (art. 120)

Le fournisseur fournit exclusivement des biens qui sont exempts de tout vice apparent et/ou caché et qui correspondent strictement à la commande (en nature, quantité, qualité...) et, le cas échéant, aux prescriptions des documents associés ainsi qu'aux réglementations applicables, aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, à l'état de la technique, aux plus hautes exigences normales d'utilisation, de fiabilité et de longévité, et à la destination que le pouvoir adjudicateur compte en faire et que le fournisseur connaît ou devrait à tout le moins connaître.

L'acceptation (réception provisoire) n'a lieu qu'après vérification complète par le pouvoir adjudicateur du caractère conforme des biens et services livrés. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de livraison. Ce délai prend cours pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession du bordereau ou de la facture.

La signature apposée par le pouvoir adjudicateur (un membre du personnel du pouvoir adjudicateur), notamment dans des appareils électroniques de réception, lors de la livraison du matériel, vaut par conséquent simple prise de possession et ne signifie pas l'acceptation de celui-ci.

L'acceptation implique le transfert de la propriété et des risques de dommage ou de perte.

En cas de refus entier ou partiel d'une livraison, le fournisseur est tenu de reprendre, à ses frais et risques, les produits refusés. Le pouvoir adjudicateur peut soit demander au fournisseur de fournir des marchandises conformes dans les plus brefs délais, soit résilier la

commande et s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

4.12 Responsabilité du fournisseur (art. 122)

Le fournisseur est responsable de ses fournitures jusqu'au moment où les formalités de vérification et de notification dont il est question à l'article 120 sont effectuées, sauf si les pertes ou avaries survenant dans les dépôts du destinataire sont dues à des circonstances imprévisibles prévues à l'article 38/9 de l'AR du 14 janvier 2013 ou font suite aux défaillances qui peuvent être imputées à l'adjudicateur conformément à l'article 38/11 de ce même AR.

4.13 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

4.14 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 123-126)

Le défaut du fournisseur ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux fournitures mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au fournisseur d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au fournisseur une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.14.1 Défaut d'exécution (art. 44)

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant

le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155.

4.14.2 Pénalités (art.45)

Tout défaut d'exécution peut donner lieu à une pénalité telle que décrit dans l'article 45 des RGE.

4.14.3 Amendes pour retard (art. 46 et 123)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

Les amendes pour retard sont calculées à raison de 0,5 pour cent par jour de retard, le maximum en étant fixé à 10% de la valeur des fournitures dont la livraison a été effectuée avec un même retard.

4.14.4 Mesures d'office (art. 47 et 124)

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont:

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.15 Fin du marché

4.15.1 Réception des produits fournis (art. 64-65 et 128)

Les fournitures seront suivies attentivement par le fonctionnaire dirigeant.

<<Les fournitures sont mises en réception dans les magasins du fournisseur. Les livraisons ne

peuvent pas avoir lieu avant que le pouvoir adjudicateur ait accepté les marchandises mises en réception. L'identité du fonctionnaire dirigeant qui exécutera la réception, sera mentionnée dans la notification d'attribution du marché si son nom ne figure pas déjà dans les documents du marché.

Réception provisoire

A l'expiration du délai de trente jours prévus à l'article 120, alinéa 2, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Il sera procédé à une réception complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de production :

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison. Pour examiner et tester les fournitures ainsi que pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours.

Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit mis en possession du bordereau ou de la facture. Il comprend le délai de trente jours prévus à l'article 120.

4.15.2 Transfert de propriété (art. 132)

Le pouvoir adjudicateur devient de plein droit propriétaire des fournitures dès qu'elles sont admises en compte pour le paiement conformément à l'article 127 des RGE.

4.15.3 Délai de garantie (art. 134)

Le délai de garantie prend cours à la date à laquelle la réception provisoire est accordée. Celui-ci est d'un an.

4.15.4 Réception définitive (art. 135)

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.

Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

4.15.5 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante :

Enabel – Agence Belge de Développement

Projet JUSTICE – Cellule finances

Commune Mukaza, Q. Rohero 1, Avenue Bisoro n° 22, Kabondo Ouest

Bujumbura – Burundi

Seules les fournitures livrées de manière correcte pourront être facturées.

La facture doit impérativement être libellée en EURO et portée le numéro PO. Elle sera payée en BIF au taux moyen de la BRB du jour de la facture si le montant est inférieur à 1.000,00 € HTVA et en EUROS si le montant est supérieur ou égal à 1.000,00 € HTVA.

Il est fait obligation à l'adjudicataire de détailler dans la facture tous les numéros de série (le cas échéant) de tous les items facturés.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception technique et de réception provisoire et en notifier le résultat au prestataire de services.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification ou à compter du lendemain du dernier jour du délai de vérification si ce délai est inférieur à trente jours. Et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que d'autres documents éventuellement exigés.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO.

4.16 Litiges (art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Coopération Technique Belge s.a.

Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)

À l'attention de Mme Inge Janssens

rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

5 Spécifications techniques

SPECIFICATIONS TECHNIQUES LOT 1

Ordinateur portable Core i3

Disque dur : 500 Go SSD ou plus

Ecran : 14 pouces full HD et une carte graphique Intel UHD de 3 GB de mémoire dédiée ou équivalent

Processeur : Intel{R} Core {TM} 12th Gen i 3» ou équivalent

RAM : 8 GB

Clavier : AZERTY (Préciser avec photo le clavier proposé)

Wireless AC 9560 {802.11ac} 2x2 + Bluetooth 5.0

Ethernet confection 100/1000 Mbps

Webcam 720p HD

Interface USB 3.0 (2 ports au minimum avec 1 Super Speed USB Type-A 10Gbps, USB Type-C, HDMI,

Logiciels installés / embarqués :

Windows 11 français Pro ou plus

Microsoft Office 2019 français Pro ou plus récent

Clavier azerty retro éclairé

À livrer avec :

Souris Wireless :

- Type de périphérique : Souris
- Technologie de connectivité : Sans fil
- Interface : 2.4 GHz, Bluetooth 5.0
- Technologie de détection de mouvements : Optique
- Nombre de boutons : 3
- Caractéristiques : 4 niveaux DPI, Swift Pair
- Résolution : 1 600 DPI (réglable via DPM 1 000, 1 600, 2 400, 4 000)

Un sac pour ordinateur portable

- Type : Sac à dos pour ordinateur portable
- Compatibilité ordinateur portable 17"
- Caractéristiques : Avec fermeture éclair, porte-bouteille à eau, partie inférieure étanche, dos matelassé en maille aérée
- Sangle de transport Sangle : à grip

NB :

- **Les laptops reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés.**
- **Le fournisseur devra donner une autorisation du fabricant ou du distributeur agréé.**

Ordinateur portable Core i5

Disque dur : 500 Go SSD ou plus

Ecran : 14 pouces full HD et une carte graphique Intel UHD de 3 GB de mémoire dédiée ou équivalent

Processeur : Intel{R} Core {TM} 12th Gen i5 ou équivalent

RAM : 16 GB

Clavier : AZERTY (Préciser avec photo le clavier proposé)

Wireless AC 9560 {802.11ac} 2x2 + Bluetooth 5.0

Ethernet confection 100/1000 Mbps

Webcam 720p HD

Interface USB 3.0 (2 ports au minimum avec 1 Super Speed USB Type-A 10Gbps, USB Type-C, HDMI,

Logiciels installés / embarqués :

Windows 11 français Pro ou plus

Microsoft Office 2019 français Pro ou plus récent

Clavier azerty retro éclairé

À livrer avec :

Souris Wireless :

- Type de périphérique : Souris
- Technologie de connectivité : Sans fil
- Interface : 2.4 GHz, Bluetooth 5.0
- Technologie de détection de mouvements : Optique
- Nombre de boutons : 3
- Caractéristiques : 4 niveaux DPI, Swift Pair
- Résolution : 1 600 DPI (réglable via DPM 1 000, 1 600, 2 400, 4 000)

Un sac pour ordinateur portable

- Type : Sac à dos pour ordinateur portable
- Compatibilité ordinateur portable 17"
- Caractéristiques : Avec fermeture éclair, porte-bouteille à eau, partie inférieure étanche, dos matelassé en maille aérée
- Sangle de transport Sangle : à grip

NB :

- **Les laptops reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés. Le fournisseur devra donner une autorisation du fabricant ou du distributeur agréé**

Ordinateur portable haute performance core i7

Disque dur : 500 Go SSD ou plus

Ecran : 14 pouces full HD et une carte graphique Intel UHD de 3 GB de mémoire dédiée ou équivalent

Processeur : Intel{R} Core {TM} 13th Gen i7 ou équivalent

RAM : 32 GB

Clavier : AZERTY (Préciser avec photo le clavier proposé)

Wireless AC 9560 {802.11ac} 2x2 + Bluetooth 5.0

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Ethernet confection 100/1000 Mbps
Webcam 720p HD
Interface USB 3.0 (2 ports au minimum avec 1 Super Speed USB Type-A 10Gbps, USB Type-C, HDMI,
Logiciels installés / embarqués :
Windows 11 français Pro ou plus
Microsoft Office 2019 français Pro ou plus récent
Clavier azerty retro éclairé
À livrer avec :
Un sac pour ordinateur portable
Type : Sac à dos pour ordinateur portable
Compatibilité ordinateur portable 17"
Caractéristiques : Avec fermeture éclair, porte-bouteille à eau, partie inférieure étanche, dos matelassé en maille aérée
Sangle de transport Sangle : à grip

NB :

- **Les laptops reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés.**
- **Le fournisseur devra donner une autorisation du fabricant ou du distributeur agréé**

Station d'accueil pour ordinateur portable haute performance

Docking Station compatible à l'ordinateur haute performance
Type : station d'accueil avec la capacité de charger l'ordinateur portable
Interface : USB-C, USB 3.0
Interfaces vidéo : HDMI, DP
Réseaux Gigabit : Ethernet
Alimentation : Adaptateur secteur 180 Watt CA 120/230 V (50/60 Hz)

NB :

- **Les stations d'accueil reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés.**

Clavier-Souris AZERTY Français COMBO

Type de périphérique : Ensemble clavier et souris
Interface : 2.4 GHz, Bluetooth 5.0

Appareil d'entrée
Type : Clavier - sans fil
Fonction de raccourcis clavier
Multimédia, recherche, page d'accueil, volume -, volume +, écran d'impression
Style de touches : Chiclet
Localisation et disposition : AZERTY Français
Technologie de clavier : Ciseaux
Dispositif de pointage
Type : Souris - sans fil
Nombre de touches : 5 minimum
BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Technologie de détection de mouvements : Optique

Résolution du mouvement : 1400 dpi minimum

Couleur : Noir ou gris

Accessoires inclus : Piles

Système d'exploitation requis

Apple MacOS, Microsoft Windows 7, Android, Ubuntu, Google Chrome OS, Windows 8, Windows 8.1, Windows 10, Windows 11.

NB :

- **Les souris reconditionnées ou de seconde main ne sont pas acceptés.**

Moniteur 27 pouces

Type de périphérique : Écran LCD à rétroéclairage LED - 27"

-Caractéristiques : Concentrateur USB 3.0

-Résolution native : minimum Full HD (1080p) 1920 x 1080 à 60 Hz

-Prise en charge des couleurs : minimum 16 millions de couleurs

-Réglages de la position de l'écran : Hauteur, pivot (rotation), pivotant, inclinaison

-Interfaces : VGA, HDMI au minimum

-Fente de verrouillage de sécurité (câble de verrouillage vendu séparément), voyant DEL,

prise en charge d'interfaces VESA et serrure de sécurité Kensington

Inclus dans la boîte :

- 1x Câble d'alimentation
- 1x câble HDMI

NB :

Les écrans reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés.

Moniteur 24 pouces

Type de périphérique : Écran LCD à rétroéclairage LED - 24"

-Caractéristiques : Concentrateur USB 3.0

-Résolution native : minimum Full HD (1080p) 1920 x 1080 à 60 Hz

-Prise en charge des couleurs : minimum 16 millions de couleurs

-Réglages de la position de l'écran : Hauteur, pivot (rotation), pivotant, inclinaison

-Interfaces : VGA, HDMI au minimum

-Fente de verrouillage de sécurité (câble de verrouillage vendu séparément), voyant DEL,

prise en charge d'interfaces VESA et serrure de sécurité Kensington

Inclus dans la boîte :

- 1x Câble d'alimentation
- 1x câble HDMI

NB :

Les écrans reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés.

Moniteur 18 pouces

Type de périphérique : Écran LCD à rétroéclairage LED - 18"

-Caractéristiques : Concentrateur USB 3.0

-Résolution native : minimum Full HD (1080p) 1920 x 1080 à 60 Hz

-Prise en charge des couleurs : minimum 16 millions de couleurs

-Réglages de la position de l'écran : Hauteur, pivot (rotation), pivotant, inclinaison

-Interfaces : VGA, HDMI au minimum

-Fente de verrouillage de sécurité (câble de verrouillage vendu séparément), voyant

DEL,

prise en charge d'interfaces VESA et serrure de sécurité Kensington

Inclus dans la boîte :

- 1x Câble d'alimentation
- 1x câble HDMI
-

NB :

Les écrans reconditionnés ou de seconde main ne sont pas acceptés.

RETROPROJECTEUR

TECHNOLOGIE

Système de projection :

Technologie 3LCD

Panneau LCD :

IMAGE

Sortie lumière couleur : 2.700 lumen-1.890 lumen (économie)

Sortie lumière blanche : 2.700 lumen - 1.890 lumen (économie)

Résolution : WXGA, 1280 x 800, 16:10

Rapport hauteur/largeur : 16:10

Rapport de contraste : 10.000 : 1

Lampe : 200 W, 5.000 h Longévité, 6.000 h Longévité (en mode économique)

Traitement vidéo : 10 Bits

OBJECTIF

Relation de projection : 1,30 - 1,56:1

Zoom : Manual, Factor: 1,2

Objectif : Optique

Taille de projection : 33 pouces - 320 pouces

Nombre d'ouverture de l'objectif de projection : 1,58 - 1,72

Distance focale : 16,9 mm - 20,28 mm

Focale : Manuel

Offset : 10 : 1

CONNECTIVITÉ

Fonction d'affichage USB : 3 en 1 : Image / souris / son

Connexions : Entrée RCA, Entrée RVB, Entrée S-vidéo, Entrée composante, Entrée composite, Entrée HDMI, Entrée VGA, Réseau local sans fil IEEE 802.11b/g/n (en option), USB 2.0 type B, USB 2.0 type A

Connexion au Smartphone : Ad hoc/Infrastructure

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Vitesse du processeur : 666 MHz

Mémoire : 512 Mo

Connectivité standard : Ethernet 10/100/1000 Base-T, USB 3.0, WiFi 802.11 b/g/n, WiFi Direct

À livrer : un câble d'alimentation et un câble USB compatible

Ecran de projection motorisée

Surface de projection : PVC & fibre de verre,

Motorisé avec télécommande Dimension : 132 x 234 cm minimum

Épaisseur : 1 mm maximum

Gain de 1.0, Directivité 160°

Sans point de brillance

Traitement anti-jaunissement, anti-poussière,
anti-gondolement

Dos noir occultant

Bords noirs

Parfaitement adapté aux projecteurs à matrice

LCD/DLP

A livrer avec un kit de fixation

SPECIFICATIONS TECHNIQUES POUR LE CABLAGE

ROUTEUR WIRELESS POUR LES PRISONS

Avec les caractéristiques techniques suivantes :

Carte Routerboard intégrée

CPU 2 cœur cadencée à 600MHz

Architecture: MIPSBE

OS Licence 4

RAM de 128 MB

10 ports LAN Ethernet

Carte Wireless 2.4GHZ/5GHZ

1 port micro USB 2.0 type AB

ROUTEUR HAUTE PERFORMANCE

Avec les caractéristiques techniques suivantes :

Carte Routerboard intégrée

CPU 2 cœur cadencée à 1.4 GHz

Architecture ARM 32bit

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

OS Licence 5
RAM de 1GB
5 ports Gigabits LAN Ethernet dont 4 POE au minimum
1 port micro USB 2.0 type AB
Montage en Rack

Point d'accès Wifi 802.11a/b/g, WiFi 4/WiFi 5/WiFi 6

- Networking Interface (1) 10/100/1000 Ethernet Port
- Maximum TX Power : 2.4 GHz-----26 dBm
- 5 GHz-----26 dBm
- Antennas (1) Dual-Band Antenna, Tri-Polarity, 2.4 GHz: 3 dBi, 5 GHz: 3 dBi
- Wi-Fi Standards 802.11a/b/g, WiFi 4/WiFi 5/WiFi 6
- Wireless Security WPA-PSK, WPA-Enterprise (WPA/WPA2/WPA3)
 - BSSID Up to 8 per Radio
 - VLAN 802.1Q
 - Mounting Wall/Ceiling (Kits Included)
 - Power Method 802.3at PoE+ Supported
 - PoE Out 48V Pass-Through (Pins 1, 2+; 3, 6-)
 - Power Supply 24V, 0.5A Gigabit PoE Adapter
 - Management interface: ethernet and bluetooth
 - A fournir avec son adaptateur POE 48V, 0.5A.

Boîtier mural saillie Keystone vide 1 ports pour prise murale RJ45 Ethernet

Avec les caractéristiques suivantes :

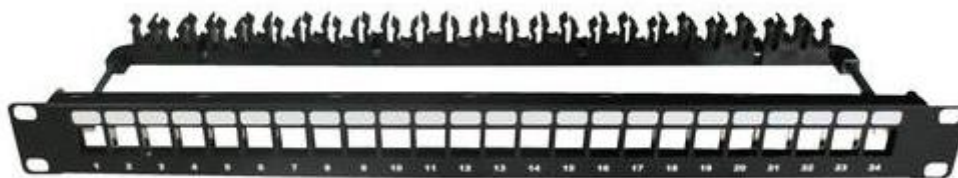
- Boitier mural PVC
- Compatible avec toutes les Prises RJ45 Keystone
- 1 emplacements pour connecteur RJ45 Keystone
- Couleur : blanc
- Equipement fourni : Accroche murale (vis et chevilles et bande adhésive double face)



Panneau de brassage FTP Keystone 24 ports

Avec les caractéristiques techniques suivantes :

- Permet le montage de la plupart des connecteurs noyaux
- 12 emplacements pour noyau Keystone
- Plateau arrière de fixation de câble amovible pendant le montage



Noyau Rj45

- Code couleur : T568A/B
- Conformité aux normes :
 - ANSI/TIA-568-C.2, Cat6A
 - ISO/IEC 11801 Ed.2.2
 - EN 50173-1, EN 50173-2 et EN 50173-5
 - ISO/IEC 24764
- Format : keystone
- Impédance caractéristique : 100 Ω
- Jauge : de 22 à 24 AWG
- Mode de raccordement : sans outil
- Nature des contacts : contact or 50 μ
- Type de blindage : acier zingué
- Compatible PoE/PoE+ (IEEE 802.3af/at)



Multiprise rackable 19" 8 prises avec interrupteur et voyant

Type de périphérique : Coupe-circuit - rack-montable

Dimension Rack 19"

Longueur du cordon 2.35 m

Couleur Noir

Périphérique d'alimentation

Connecteurs d'entrée 1 x alimentation CEE 7/7

Détails sur les connecteurs de sortie 8 x alimentation CEE 7/5 16 A

Courant électrique max. 16 A

Divers

Câbles inclus Câble d'alimentation 2.35 m

Fonctions Protection enfants, commutateur de marche/arrêt de l'éclairage par LED

Normes de conformité IP20



Multiprise parasurtenseur

Caractéristiques générales :

- Fusible : 10A
- Boîtier plastique ininflammable : oui
- Nombre de prises secourues: 5 au minimum
- Longueur du câble : 2 m
- Type de câble : 1mm / 2*3C

Spécifications électriques :

- Tension nominale : 250VAC, 50 Hz
- Tension d'écrêtage : 775 volts
- Puissance maximale : 2500 Watts
- Ecoulement total d'énergie : 175 J (P-N, P-T, N-T)
- Pointe de courant max : 6000 A (3 lignes)
- Pointe de tension max : 6 kV
- Temps de réponse : < 1ns

Bobine de 305 m de câble réseau SFTP CAT6 ou CAT5e

Avec les caractéristiques suivantes :

- CABLE CAT 6 SFTP Mono Cuivre 350 Mhz
 - Câble CAT 6 certifié 3P
 - Câbles en AWG 24/ monobrin non blindé
 - Impédance 100 Ohms
 - Conducteur en cuivre
 - Norme de câblage EIA / TIA 568 B2 - ISO /IEC 11801/ EEE
- 802.3at/af (PoE/PoE+)
- NVP : 70 %
 - Diamètre de gaine extérieure : 7,1 mm

Coffret mural 19" 6U

Avec les caractéristiques techniques suivantes :

- Coffret 19"
 - Capacité de chargement : 60KG.
 - Porte avant : Porte vitrée avec système de verrouillage et 2 clés
 - Parois latérales amovibles
 - Entrée de câbles par le haut, le bas et l'arrière de la baie
 - Tôles d'1,2 mm en acier
 - Toit en tôle avec ouvertures pour la ventilation
- Rails réglables en profondeur

Goulottes PVC 50x50 (3 mètres)

Avec les caractéristiques suivantes :

- Hauteur de goulotte :50 mm
- Largeur de goulotte :50 mm
- Nombre de compartiments :1
- Couleur : blanc
- Matière : PVC

Gaine annelée pour câbles 16mm de 50 m

- Structure : annelé
- Applications : pour câbles, de câbles électriques
- Type : de protection
- Matériaux : en polyamide, en nylon, en PP, en polyéthylène
- à livrer avec 100 attaches correspondantes.

Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm -

Vis métallique M10

Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm

Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm

EQUIPE DE CABLAGE

Le chef d'équipe devra être :

- De niveau Technicien A2 électricité ou équivalent avec au moins 10 ans d'expériences professionnelles dans le secteur du câblage informatique et électrique. Il devra également fournir des références de chantier de câblage informatique et électrique auxquels il a participé (au moins 10).

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Le/les Techniciens devront être :

- De niveau Technicien A2 avec au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le secteur du câblage informatique et/ou du câblage électrique.

Le soumissionnaire devra également fournir un acte d'engagement dans lequel il s'engage à fournir à son équipe une trousse à outils contenant les outils suivants :

- Jeu de tournevis permettant de fixer les goulottes au mur,
- Foreuse permettant de percer les murs, pour passer les câbles, et aussi de fixer les goulottes aux murs,
- Une pince à sertir les RJ4,
- Un outil d'insertion,
- Ciseaux et pinces coupantes pour couper les RJ45,
- Un testeur de continuité réseau en état de marche,
- Une rallonge électrique 2P+T avec enrouleur de 20 mètres,
- Un escabeau permettant de faire passer les câbles en hauteur

LOT 3

Imprimante Multifonction noir/blanc recto-verso A3

Général

Type : Multifonction noir /blanc A3

Vitesse : Jusqu'à 23/10 ppm A4/A3 en N/B

Gestion du papier(minima)

Capacité en entrée papier :

Bac polyvalent de 150 feuilles, 52 à 300 g/m² (bannière 135 - 165 g/m²), A6R-SRA3 (320 x 450 mm), intercalaires (136-256 g/m²), bannière max. 320 x 1 220 mm

Magasin papier standard de 2 x 500 feuilles, 52 à 300 g/m²; 140 x 182 - 320 x 450 mm

Capacité maximale en entrée : 1 000 feuilles A4 au minimum

Module recto verso : Recto verso de série A6R-SRA3 (320 x 450 mm), 64 à 256 g/m²

Capacité en sortie papier : 500 feuilles face dessous, maximum 4300 feuilles.

Impression

Processeur : Freescale QorIQ T1024 (Dual Core) 1.0GHz ou équivalent

Polices :

93 polices vectorielles (PCL), 136 polices (KPDLL3), 8 polices (Windows Vista), 1 police Bitmap, 45 types de codes à barres unidimensionnel plus 1 code à barres bidimensionnel (PDF-417)

Fonctionnalités d'impression

Impression directe des PDF cryptés, protocole d'impression IPP, impression d'e-mails, impression WSD, impression sécurisée via SSL, IPsec, SNMPv3, copie rapide, multi-exemplaires avec premier jeu d'essai, impression sécurisée, fonction de stockage et de gestion des tâches

Compatibilité OS

Tous les systèmes d'exploitation Windows actuels, Mac OS X Version 10.8 ou supérieure, UNIX, LINUX, et d'autres systèmes d'exploitation sur demande.

Copie

Format maximal des originaux : A3

Copie en continue : 1-9999

Zoom : 25 - 400 % par pas de 1 %

Taux d'agrandissement prédéfinis : 5 réductions / 5 agrandissements

Réglages de l'image : Texte + photo, texte, photo, carte

Fonctions numériques : 1 scan copie multiple, tri électronique, fonctions 2 sur 1 et 4 sur 1, répétition de copie d'image, numérotation des pages, mode couverture, copie de livret, interruption de copie, fond de page, fonction tampon et omission des pages blanches

Numérisation

Fonctionnalités :

Scan-to-Email, Scan-to-FTP, Scan-to-SMB, Scan-to-USB, Scan vers boîte de documents, Scan vers URL, Réseau TWAIN, numérisation WSD

Vitesse de numérisation :

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7100) : 48 ipm en noir et blanc et couleur

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7110) : 160 ipm en noir et blanc et couleur

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7120) : 15 ipm en noir et blanc et couleur

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7130) : 180 ipm en noir et blanc et couleur

Résolution de numérisation :

600 x 600 dpi, 400 x 400 dpi, 300 x 300 dpi, 200 x 400 dpi, 200 x 200 dpi, 200 x 100 dpi (24 bit)

Format de numérisation maximal

A3, bannière jusqu'à 1900 mm avec un chargeur

Type de fichiers :

PDF (haute compression, chiffrés, PDF/A), PDF/A-1a/b, PDF/A-2a/b/u, option scan vers PDF interrogeable et en option prise en charge des formats Word, Powerpoint et Excel (pack Microsoft Office), JPEG, TIFF, XPS et Open XPS

Reconnaissance des originaux

Texte, photo, texte + photo, optimisation pour OCR

A livrer avec :

- 1 câble réseau type UTP/FTP de 2m
- 1 câble d'alimentation compatible
- Un stand avec roulette d'origine compatible (à préciser avec photo)

NB :

- **Les imprimantes reconditionnées ou de seconde main ne sont pas acceptés.**
- **Le fournisseur devra donner une autorisation du fabricant ou du distributeur agréé et devra démontrer une représentation de la marque au Burundi ou un contrat de partenariat avec un représentant local.**

Imprimante Multifonction couleur recto-verso

Général

Type : Multifonction couleur A3

Vitesse : Jusqu'à 20/10 ppm A4/A3 en couleur et en N/B

Gestion du papier(minima)

Capacité en entrée papier :

Bac polyvalent de 150 feuilles, 52 à 300 g/m² (bannière 135 - 165 g/m²), A6R-SRA3 (320 x 450 mm), intercalaires (136-256 g/m²), bannière max. 320 x 1 220 mm

Magasin papier standard de 2 x 500 feuilles, 52 à 300 g/m²; 140 x 182 - 320 x 450 mm

Capacité maximale en entrée : 1 000 feuilles A4 au minimum

Module recto verso : Recto verso de série A6R-SRA3 (320 x 450 mm), 64 à 256 g/m²

Capacité en sortie papier : 500 feuilles face dessous, maximum 4300 feuilles.

Impression

Processeur : Freescale QorIQ T1024 (Dual Core) 1.0GHz ou équivalent

Polices :

93 polices vectorielles (PCL), 136 polices (KPDLa), 8 polices (Windows Vista), 1 police

Bitmap, 45 types de codes à barres unidimensionnel plus 1 code à barres bidimensionnel (PDF-417)

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »

(Code Navision : BDI220001-10008)

Fonctionnalités d'impression

Impression directe des PDF cryptés, protocole d'impression IPP, impression d'e-mails, impression WSD, impression sécurisée via SSL, IPsec, SNMv3, copie rapide, multi-exemplaires avec premier jeu d'essai, impression sécurisée, fonction de stockage et de gestion des tâches

Compatibilité OS

Tous les systèmes d'exploitation Windows actuels, Mac OS X Version 10.8 ou supérieure, UNIX, LINUX, et d'autres systèmes d'exploitation sur demande.

Copie

Format maximal des originaux : A3

Copie en continue : 1-9999

Zoom : 25 - 400 % par pas de 1 %

Taux d'agrandissement prédéfinis : 5 réductions / 5 agrandissements

Réglages de l'image : Texte + photo, texte, photo, carte

Fonctions numériques : 1 scan copie multiple, tri électronique, fonctions 2 sur 1 et 4 sur 1, répétition de copie d'image, numérotation des pages, mode couverture, copie de livret, interruption de copie, fond de page, fonction tampon et omission des pages blanches

Numérisation

Fonctionnalités :

Scan-to-Email, Scan-to-FTP, Scan-to-SMB, Scan-to-USB, Scan vers boîte de documents, Scan vers URL, Réseau TWAIN, numérisation WSD

Vitesse de numérisation :

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7100) : 48 ipm en noir et blanc et couleur

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7110) : 160 ipm en noir et blanc et couleur

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7120) : 15 ipm en noir et blanc et couleur

Vitesse de numérisation (A4, R/V, 300 dpi, DP-7130) : 180 ipm en noir et blanc et couleur

Résolution de numérisation :

600 x 600 dpi, 400 x 400 dpi, 300 x 300 dpi, 200 x 400 dpi, 200 x 200 dpi, 200 x 100 dpi (24 bit)

Format de numérisation maximal

A3, bannière jusqu'à 1900 mm avec un chargeur

Type de fichiers :

PDF (haute compression, chiffrés, PDF/A), PDF/A-1a/b, PDF/A-2a/b/u, option scan vers PDF interrogeable et en option prise en charge des formats Word, Powerpoint et Excel (pack Microsoft Office), JPEG, TIFF, XPS et Open XPS

Reconnaissance des originaux

Texte, photo, texte + photo, optimisation pour OCR

A livrer avec :

- 1 câble réseau type UTP/FTP de 2m
- 1 câble d'alimentation compatible
- Un stand avec roulette d'origine compatible (à préciser avec photo)
-

NB :

- **Les imprimantes reconditionnées ou de seconde main ne sont pas acceptés.**
- **Le fournisseur devra donner une autorisation du fabricant ou du distributeur agréé**
- **ou devra démontrer une représentation de la marque au Burundi ou un contrat de partenariat avec un représentant local.**

SCANNER HIGH SPEED

Type de scanner : Chargeur automatique de documents ; Technologie de numérisation CIS; Scanner à plat

Communication numérique : Envoi vers e-mail, Envoi vers un dossier réseau ; Envoi vers ordinateur

Résolution : Jusqu'à 600 ppp (couleur et noir et blanc, ADF) ; Jusqu'à 1 200 ppp (couleur et noir et blanc, plat) Control panel : 2.8-in (7.11-cm) Touchscreen, Buttons (Power, Back, Home, Help)

Profondeur en bits : 24 bits (externe), 48 bits (internes)

Vitesse de numérisation du bac d'alimentation automatique : au minimum 40 ppm/80 ipm (n&b, gris, couleur, 300 ppp)

Taille de numérisation (chargeur auto) maximale : 216 x 5 362 mm

Capacité du bac d'alimentation automatique : Standard, 100 feuilles

Formats de fichiers pour la numérisation : Pour les pages de texte et d'image : PDF, JPEG, PNG, BMP, TIF, texte (TXT), texte enrichi (RTF), PDF consultable, PDF/A, Word (DOC), Word (DOCX), Excel (XLS), Excel (XLSX), CSV

Numérisation en couleur : Oui

Systèmes d'exploitation supportés : Windows 11; Windows 10; Windows 8; Windows 8.1; Windows 7; Windows Server; macOS 10.14 Mojave; macOS 10.15 Catalina; macOS 11 Big Sur; macOS 12 Monterey; Linux

Vitesse du processeur : 666 MHz

Mémoire : 512 Mo

Connectivité standard : Ethernet 10/100/1000 Base-T, USB 3.0, WiFi 802.11 b/g/n, WiFi Direct

À livrer : un câble d'alimentation et un câble USB compatible

NB :

- **Les imprimantes reconditionnées ou de seconde main ne sont pas acceptés.**
- **ou devra démontrer une représentation de la marque au Burundi ou un contrat de partenariat avec un représentant local.**

Imprimante Multifonction noir/blanc recto-verso A4

Général

Type : Multifonction noir /blanc A3

Vitesse : Jusqu'à 23/10 ppm

Gestion du papier(minima)

Capacité en entrée papier :

Bac polyvalent de 100 feuilles, 60 à 220 g/m², A4, A5, A6, B5, B6, letter, legal, personnalisé (70 x 148 à 216 x 356 mm) Magasin papier standard de 250 f., 60 à 163 g/m² ; A4, A5, A6, B5, letter, legal, personnalisé (105 x 148 à 216 x 356 mm)

Capacité maximale en entrée papaiier : 800 feuilles

Module recto-verso standard : A4, A5, B5, letter, legal

Impression

93 polices vectorielles (PCL 6, KPDL3) + 8 (Windows Vista), 1 police bitmap, 45 codes-barres (ex : EAN8, EAN13, EAN128) avec génération automatique des sommes de contrôle ainsi que support de code à barres à deux dimensions PDF-417 sous PRESCRIBE (PCL et autres codes à barres disponibles en option)

Compatibilité OS

Tous les systèmes d'exploitation Windows actuels, Mac OS X Version 10.8 ou supérieure, UNIX, LINUX, et d'autres systèmes d'exploitation sur demande.

Copie

Format maximal des originaux : A4/Legal

Copie en continue : 1-9999

Zoom : 25 - 400 % par pas de 1 %

Taux d'agrandissement prédéfinis : 5 réductions / 5 agrandissements

Réglages de l'image : Texte + photo, texte, photo, carte

Fonctions numériques : 1 scan copie multiple, tri électronique, fonctions 2 sur 1 et 4 sur 1, répétition de copie d'image, numérotation des pages, mode couverture, copie de livret, interruption de copie, fond de page, fonction tampon et omission des pages blanches

Numérisation

Fonctionnalités :

Scan-to-Email, Scan-to-FTP, Scan-to-SMB, Scan-to-USB, Scan vers boîte de documents, Scan vers URL, Réseau TWAIN, numérisation WSD

Vitesse de numérisation :

40 ipm (300 dpi, A4, N&B, recto), 23 ipm (300 dpi, A4, couleur, recto), 32 ipm (300 dpi, A4, N&B, recto verso), 16 ipm (300 dpi, A4, couleur, recto verso)

Résolution de numérisation :

600 x 600 dpi, 400 x 400 dpi, 300 x 300 dpi, 200 x 400 dpi, 200 x 200 dpi, 200 x 100 dpi (24 bit)

Format de numérisation maximal : A4

Type de fichiers :

PDF (haute compression, chiffrés, PDF/A), PDF/A-1a/b, PDF/A-2a/b/u, option scan vers PDF interrogeable et en option prise en charge des formats Word, Powerpoint et Excel (pack Microsoft Office), JPEG, TIFF, XPS et Open XPS

Reconnaissance des originaux

Texte, photo, texte + photo, optimisation pour OCR

A livrer avec :

- 1 câble réseau type UTP/FTP de 2m
- 1 câble d'alimentation compatible

NB :

- **Les imprimantes reconditionnées ou de seconde main ne sont pas acceptés.**

6 Formulaires

6.1 Fiche d'identification

6.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici : <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

I. DONNÉES PERSONNELLES	
NOM(S) DE FAMILLE ¹⁰	
PRÉNOM(S)	
DATE DE NAISSANCE	
JJ	MM AAAA
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ	
CARTE D'IDENTITÉ	PASSEPORT
PERMIS DE CONDUIRE ¹¹	AUTRE ¹²
PAYS ÉMETTEUR	
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ	
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL ¹³	
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE	
CODE POSTAL	BOITE POSTALE
RÉGION ¹⁴	PAYS
TÉLÉPHONE PRIVÉ	
COURRIEL PRIVÉ	
II. DONNÉES COMMERCIALES	
Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.	
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE? OUI NON	NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant) NUMÉRO DE TVA NUMÉRO D'ENREGISTREMENT LIEU DE L'ENREGISTREMENT VILLE

¹⁰ Comme indiqué sur le document officiel.

¹¹ Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

¹² A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

¹³ Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

¹⁴ Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »

(Code Navision : BDI220001-10008)

	PAYS
DATE	SIGNATURE

6.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfef19b>

NOM OFFICIEL¹⁵				
NOM COMMERCIAL (si différent)				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	A BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG¹⁶	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹⁷				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS		
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA	
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL				
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE		
PAYS	TÉLÉPHONE			
COURRIEL				
DATE	CACHET			

¹⁵ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹⁶ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

¹⁷ Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ	
---	--

6.1.3 Entité de droit public¹⁸

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>

NOM OFFICIEL¹⁹			
ABRÉVIATION			
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL²⁰			
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE			
(le cas échéant)			
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA			
ADRESSE OFFICIELLE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE		
COURRIEL			
DATE		CACHET	
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ			

¹⁸ Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquiescer et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

¹⁹ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

²⁰ Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

6.1.4 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

6.2 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du CSC_BDI220001-10008, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'un poste spécial de l'inventaire, pour être ajoutée au montant de l'offre. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public conformément aux dispositions du CSC_BDI220001-10008, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :

Pourcentage TVA :%.

En cas d'approbation de la présente offre, le cautionnement sera constitué dans les conditions et délais prescrits dans le cahier spécial des charges.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Afin de rendre possible une comparaison adéquate des offres, les données ou documents mentionnés << ci-dessous ou au point ..., dûment signés, doivent être joints à l'offre.

En annexe, le soumissionnaire joint à son offre

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à le

6.2.1- Inventaire – Prix (DQE)

ORDINATEURS ET ACCESSOIRES LOT 1

ARTICLES	QTE	PU en €	PT en €
Ordinateur standard core i3	59		
Ordinateur standard core i5	16		
Ordinateur haute performance core i7	3		
Docking station	3		
Ecran 27 pouces	1		
Clavier souris combo	53		
Rétroprojecteur	5		
Ecran de projection motorisé	1		
Ecran 18 pouces	50		
Ecran 24 pouces	2		
PRIX TOTAL HTVA en €			

Equipement Réseau LOT2

ARTICLES	QUANTITE	PU en €	PT en €
Routeur haute Performance	6		
Routeur Wireless	3		
Point d'accès	21		
Rouleau de cable FTP	13		
Prises réseaux	37		
Patch Panel 24 ports keystone	6		
Coffret Mural	6		
Noyau	142		
Multiprise Rackable	6		
Multiprise parasurtenseur	3		
Goulottes	80		
Gaine annelée	12		
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	59		
Vis métallique M10	30		
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	21		
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	21		
MAIN D'OEUVRE ET INSTALLATION EN €	1		
PRIX TOTAL HTVA en €			

Imprimante LOT3				
ARTICLE	Unité	QTE	PU en €	PT en €
Imprimante multifonction A3 noir/blanc recto-verso et stabilisateur	U	21		
Imprimante multifonction A3 couleur recto-verso et stabilisateur	U	2		
Scanner High speed	U	1		
Imprimante Multifonction A4 recto-verso noir/blanc	U	8		
PRIX TOTAL HTVA en €				

6.2.2- Bordereau des prix unitaires

ORDINATEURS ET ACCESSOIRES LOT 1

ARTICLES	U	QTE	PU en chiffre	PU en lettre
Ordinateur standard core i3	U	59		
Ordinateur standard core i5	U	16		
Ordinateur haute performance core i7	U	3		
Docking station	U	3		
Ecran 27 pouces	U	1		
Clavier souris combo	U	53		
Rétroprojecteur	U	5		
Ecran de projection motorisé	U	1		
Ecran 18 pouces	U	50		
Ecran 24 pouces	U	2		
PRIX TOTAL HTVA en €				

Equipement Réseau LOT2

ARTICLES	Unité	QUANTITE	PU en €	PT en €
Routeur haute Performance	U	6		
Routeur Wireless	U	3		
Point d'accès	U	21		
Rouleau de cable FTP	U	13		

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Prises réseaux	U	37		
Patch Panel 24 ports keystone	U	6		
Coffret Mural	U	6		
Noyau	U	142		
Multiprise Rackable	U	6		
Multiprise parasurtenseur	U	3		
Goulottes	U	80		
Gaine annelée	U	12		
Boîtes de 50 Vis et chevilles 8x50 mm	U	59		
Vis métallique M10	U	30		
Sachet de 200 colliers de serrage 2,5x200mm	U	21		
Sachet de 50 colliers de serrage 4,8x200mm	U	21		
MAIN D'OEUVRE ET INSTALLATION EN €	ff	1		
PRIX TOTAL HTVA en €				

Imprimante LOT3				
ARTICLE	U	QTE	PU en €	PT en €
Imprimante multifonction A3 noir/blanc recto-verso et stabilisateur	U	21		
Imprimante multifonction A3 couleur recto-verso et stabilisateur	U	2		
Scanner High speed	U	1		
Imprimante Multifonction A4 recto-verso noir/blanc	U	8		
PRIX TOTAL HTVA en €				

6.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l'une des infractions suivantes :
 - 1° participation à une **organisation criminelle**;
 - 2° **corruption**;
 - 3° **fraude**;
 - 4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction;
 - 5° **blanchiment** de capitaux ou **financement du terrorisme**;
 - 6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains.
 - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal**.
 - 8° la création de sociétés offshore

L'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.

2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;

3. le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire**, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;

4. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.**

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019, une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 [<lien>](#);

c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;

d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;

e. lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;

6. des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail. La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.

7. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.

8. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales->

[nations-unies](#)

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :
<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf

Pour la Belgique :
https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2

9. <...> Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d'autres motifs d'exclusion supplémentaires sont encore possibles.

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

a. Enabel a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante;

b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date

Localisation

Signature

6.4 Déclaration intégrité soumissionnaires

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques **aboutira** à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Date

Localisation

Signature

6.5 Dossier de sélection – capacité économique

Capacité économique et financière – voir art. 67 de l'A.R. du 18.04.2017	
Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours d'un des trois derniers exercices un chiffre d'affaires total au moins égal à 200.000 EUROS, 60.000 Euros et 250.000 Euros respectivement pour le lot 1, lot 2 et lot 3. Il joindra à son offre une déclaration relative au chiffre d'affaires total réalisé pendant les trois derniers exercices, à moins que le chiffre d'affaires total soit mentionné dans les comptes annuels approuvés qui peuvent être consultés via le guichet électronique (il s'agit des comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, libellés selon le schéma comptable complet, ou selon le schéma comptable raccourci dans laquelle la mention facultative du chiffre d'affaires total réalisé, a été complétée). En cas de soumission pour plusieurs lots, le soumissionnaire devra remplir obligatoirement ce critère de capacité économique par cumul des lots auxquels il a déposé son offre.	Déclaration du chiffre d'affaires total (2020, 2021 et 2022) à l'entité compétente du pays du soumissionnaire.
Le soumissionnaire doit également prouver sa solvabilité financière. Cette capacité financière sera jugée sur base des comptes annuels approuvés des trois dernières années déposées auprès de la Banque Nationale de Belgique. Les soumissionnaires qui ont déposé les comptes annuels approuvés auprès de la Banque Nationale de Belgique, ne sont pas tenus de les joindre à leur offre, étant donné que le pouvoir adjudicateur est à même de les consulter via le guichet électronique de l'autorité fédérale Les soumissionnaires qui n'ont pas déposé les comptes annuels approuvés des trois dernières années comptables auprès de la Banque Nationale de Belgique, sont tenus de les joindre à leur offre. Cette obligation vaut également pour les comptes annuels approuvés récemment et qui n'ont pas encore été déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, parce que le délai légal accordé pour le dépôt de ceux-ci n'est pas encore échu. Pour les entreprises individuelles, il convient de faire rédiger un document reprenant tous les actifs et tous les passifs par un comptable IEC ou un réviseur d'entreprise. Ce document doit être certifié conforme par un comptable IEC agréé ou par le réviseur d'entreprise, selon le cas. Le document doit refléter une situation financière récente (datant de 6 mois au maximum, à compter de la date d'ouverture des offres). Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable IEC ou par le réviseur d'entreprise suffit. Les entreprises étrangères doivent joindre également à leur offre les comptes annuels approuvés des trois dernières années ou un document reprenant tous les actifs et tous les passifs de l'entreprise. Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable ou par le réviseur d'entreprise ou par la personne ou l'organisme qui exerce ce type de fonction dans le pays concerné suffit.	

Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d'application : • Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet. • Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si les entités à la capacité desquelles l'opérateur économique entend avoir recours remplissent les critères de sélection et s'il existe des motifs d'exclusion dans leur chef. • (FACULTATIF) Lorsqu'un opérateur économique a recours aux capacités d'autres entités en ce qui concerne des critères ayant trait à la capacité économique et financière, le pouvoir adjudicateur peut exiger que l'opérateur économique et ces entités en question soient solidairement responsables de l'exécution du marché • (FACULTATIF) le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le soumissionnaire lui-même ou, si l'offre est soumise par un groupement d'opérateurs économiques par un participant dudit groupement. Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.	
--	--

6.6 Dossier de sélection – aptitude technique

Aptitude technique : voir art. 68 de l'A.R. du 18.04.2017		
Le soumissionnaire doit disposer des références suivantes de services exécutés, qui ont été effectués au cours des trois dernières années (2022,2021,2020) : - Avoir d'au moins 2 marchés analogues en valeur financière, de nature et complexité comparable exécuté dans la sous-région. Le soumissionnaire joint à son offre une liste reprenant les services les plus importants qui ont été effectués au cours des trois dernières années, avec mention du montant et de la date et les destinataires publics ou privés. Les services sont prouvés par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire était un acheteur privé par une attestation de l'acheteur ou à défaut par une simple déclaration du prestataire de services. Toutefois, il sera considéré aussi des preuves de réalisation de marchés similaires de cette année 2023.	Joindre attestations bonne d'exécution	les de fin

L'indication de la part du marché que le prestataire de services a éventuellement l'intention de sous-traiter .	Remplir le tableau au point 6.1.4
--	-----------------------------------

6.7 Documents à remettre – liste exhaustive

Pour la régularité administrative et technique :

- Formulaires d'identification du soumissionnaire complété et signé ;
- Confirmation écrite habilitant le mandataire à engager la candidature du soumissionnaire ;
- Déclaration d'intégrité du soumissionnaire avec signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" avec mention du nom et de la fonction du signataire ;
- Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion avec signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" avec mention du nom et de la fonction du signataire ;
- L'indication de la part du marché que le fournisseur a éventuellement l'intention de **sous-traiter** ;
- Tableau décrivant les matériels proposés avec leurs spécifications techniques ;
- Prospectus en couleur des matériels proposés ;
- Autorisation du fabricant ou du distributeur agréé ;
- Attestation sur les délais de livraison ;
- Attestation sur le service après-vente ;
- Attestation sur la garantie d'un an ;
- Attestation sur la disponibilité des pièces de rechanges ;
- Preuve de la représentation de la marque au Burundi un contrat de partenariat avec un représentant local ;
- Dume renseigné, daté, signé et cacheté

Pour la sélection qualitative :

- Déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années à l'entité compétente (l'OBR pour les fournisseurs locaux) ;
- Liste + Attestations ou Procès-Verbal de réception des services similaires.

Pour le critère d'Attribution :

- Formulaire d'offre – Prix + DQE + BPU complétés, signés et cachetés ;

6.8- Modèle d'autorisation du Fabricant/du Distributeur agréé

A : *[nom de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE *[nom du Fabricant]* qui est fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant nos usines *[adresse de l'usine]*

Autorisons par la présente *[nom et adresse de l'Agent]* à présenter une offre, et à éventuellement négocier et signer un marché avec vous pour le CSC BDI220001-10008 pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

[signature pour et au nom du Fabricant]

Note : Cette lettre d'autorisation doit être présentée sur entête de lettre du Fabricant et signée par une personne autorisée à donner un pouvoir pour engager légalement le Fabricant. Elle doit être incluse dans l'offre du Soumissionnaire.

6.9 Annexes

6.9.1 << Clause GDPR (en cas de prestataire de service qui va traiter des données personnelles)

Cette annexe est à utiliser lorsque l'adjudicataire est un sous-traitant au sens de la législation RGPD, c'est-à-dire personne physique ou morale, qui traite des données à caractère personnel pour le compte de Enabel.

Donnée personnelle = toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

CONVENTION relative aux traitements de données à caractère personnel (RGPD)

ENTRE :

Le pouvoir adjudicateur : Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, dont le siège social est établi à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles).

Représentée par : [.....],

Ci-après dénommée « le pouvoir adjudicateur » ou « PA » ou « Responsable du traitement ».

ET :

L'adjudicataire : [.....], dont le siège social est établi à [.....] et immatriculée à la BCE sous le n° [.....],

Représenté(e) par : [.....],

conformément à l'article [.....] des statuts de la société,

Ci-après dénommé(e) « l'adjudicataire » ou « sous-traitant ».

Le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire sont dénommés individuellement une « Partie » et ensemble les « Parties ».

Préambule

Par décision du [.....], l'adjudicataire s'est vu attribuer un marché conformément au cahier spécial des charges n° [.....].

Les besoins faisant l'objet de ce marché impliquent le traitement de données à caractère personnel au sens de la loi belge relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et du règlement européen 2016/679 (ci-après RGPD).

L'objet de cet avenant est de conformer les documents de marché aux exigences de l'article 28 du RGPD.

Il n'est pas autrement dérogé aux conditions du marché, notamment quant au délai et à la valeur du marché attribué.

Article 1 : Définitions

- 1.1. Les termes tels que « traiter » / « traitement », « données à caractère personnel », « responsable du traitement », « sous-traitant » et « violation de données à caractère personnel » doivent être interprétés à la lumière de la Législation en matière de protection des données. Par « Législation en matière de protection des données » on entend toute réglementation de l'Union européenne et/ou de ses États membres, y compris, sans être limité aux actes, directives et règlements pour la protection des données à caractère personnel, en particulier le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après RGPD) et la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Article 2 : Objet de la Convention

- 2.1. Durant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur confie à l'adjudicataire le traitement de données à caractère personnel. L'adjudicataire s'engage à traiter les données à caractère personnel au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur.
- 2.2. L'adjudicataire exécute le marché conformément aux dispositions de la présente Convention.
- 2.3. Les deux Parties s'engagent explicitement à respecter les dispositions des lois applicables en matière de protection des données et à ne rien faire ou omettre qui puisse amener l'autre Partie à enfreindre les lois pertinentes et applicables en matière de protection des données.
- 2.4. Les éléments compris dans le traitement sont inclus et précisés plus amplement dans l'Annexe 1 de cette Convention. Les éléments suivants sont particulièrement inclus dans ladite Annexe :
 - a) Les activités de traitements de données à caractère personnel ;
 - b) Les catégories de données à caractère personnel traitées ;
 - c) Les catégories d'intéressés auxquelles se rapportent les données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ;
 - d) Les finalités du traitement.
- 2.5. Seules les données à caractère personnel mentionnées dans l'Annexe 1 de la présente Convention peuvent et doivent être traitées par l'adjudicataire. En outre, les données

à caractère personnel ne seront traitées qu'à la lumière des finalités déterminées par les Parties dans l'Annexe 1 de la présente Convention.

- 2.6. Les deux Parties s'engagent à adopter des mesures appropriées pour s'assurer que les données à caractère personnel ne sont pas utilisées abusivement ou acquises par un tiers non autorisé.
- 2.7. En cas de conflit entre les dispositions de la présente Convention et celles du Cahier spécial des charges, les dispositions de la présente Convention prévaudront.

Article 3 : Instructions du pouvoir adjudicateur

- 3.1. L'adjudicataire s'engage à traiter les données à caractère personnel uniquement sur les instructions documentées du pouvoir adjudicateur et conformément aux activités de traitement convenues telles que définies à l'Annexe 1 de la présente Convention. L'adjudicataire ne traitera pas les données à caractère personnel faisant l'objet de la présente Convention d'une manière incompatible avec les instructions et les dispositions de la présente Convention.
- 3.2. L'adjudicataire s'engage à traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement, en ce compris pour ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers des pays tiers ou vers des organisations internationales, à moins qu'il ne soit tenu en vertu du droit de l'Union européenne ou de l'État membre auquel il est soumis. Dans le cas ci-mentionné, le Sous-traitant informe le Responsable de traitement de cette obligation légale avant le traitement sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- 3.3. Le pouvoir adjudicateur peut unilatéralement apporter des modifications limitées aux instructions. Le pouvoir adjudicateur s'engage à consulter l'adjudicataire avant d'apporter des modifications importantes aux instructions. Les modifications affectant la teneur de cette Convention doivent faire l'objet d'un accord par les Parties.
- 3.4. L'adjudicataire s'engage à notifier immédiatement le pouvoir adjudicateur s'il considère que les instructions reçues (en tout ou en partie) constituent une violation de la Règlementation ou d'autres dispositions du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

Article 4 : Assistance au pouvoir adjudicateur

- 4.1. **Conformité à la législation.** L'adjudicataire assiste le pouvoir adjudicateur dans le respect des obligations qui lui incombent en vertu du Règlement, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose l'adjudicataire.
- 4.2. **Violation des Données à caractère personnel.** Dans le cas d'une violation des Données à caractère personnel relative à l'un des traitements qui fait l'objet de la présente convention, l'adjudicataire doit notifier le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais après avoir pris connaissance de la violation.

Cette notification devra à tout le moins comporter les informations suivantes :

- (a) La nature de la violation de données à caractère personnel ;
- (b) Les catégories de données à caractère personnel ;
- (c) Les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées ;
- (d) Les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernées ;
- (e) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- (f) Les mesures prises ou envisagées par l'adjudicataire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

L'adjudicataire est tenu de remédier aussi vite que possible aux conséquences négatives découlant d'une violation de données ou de réduire au minimum les autres conséquences potentielles. L'adjudicataire mettra en œuvre sans délai tous les remèdes demandés par le pouvoir adjudicateur ou par les autorités compétentes pour remédier à toute violation de données ou toute autre non-conformité et / ou atténuer les risques associés à ces événements. L'adjudicataire devra coopérer à tout moment avec le pouvoir adjudicateur et observer ses instructions afin de lui permettre d'effectuer une enquête appropriée sur la violation de données, de formuler une réponse correcte et de prendre ensuite les mesures adéquates.

- 4.3. **Évaluation de l'impact du traitement des données.** Le cas échéant et lorsque le pouvoir adjudicateur en fait la demande, l'adjudicataire assiste le pouvoir adjudicateur dans la réalisation de l'étude d'impact sur la protection des données conformément à l'article 35 du Règlement.

Article 5 : Obligations de l'adjudicataire

- 5.1. L'adjudicataire traitera toutes les demandes raisonnables du pouvoir adjudicateur concernant le traitement des données à caractère personnel liées à la présente Convention, immédiatement ou dans un délai raisonnable (en fonction des obligations légales définies dans le Règlement) et de manière appropriée.
- 5.2. L'adjudicataire garantit qu'il n'existe aucune obligation découlant de toute législation applicable qui rend impossible le respect des obligations de la présente Convention.
- 5.3. L'adjudicataire conserve une documentation complète, dans le respect de la loi ou du règlement applicable au traitement des données à caractère personnel effectué pour le PA. L'adjudicataire doit notamment tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément à l'article 30 du GDPR.
- 5.4. L'adjudicataire s'engage à ne pas traiter les données à caractère personnel à d'autres fins que l'exécution du marché et le respect des responsabilités de la présente Convention conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur ; si l'adjudicataire, pour quelque raison que ce soit, ne peut se conformer à cette exigence, il en informera le pouvoir adjudicateur sans délai.
- 5.5. L'adjudicataire informera sans délai le pouvoir adjudicateur s'il estime qu'une instruction du pouvoir adjudicateur viole la législation applicable en matière de protection des données.

- 5.6. L'adjudicataire veillera à ce que les données à caractère personnel ne soient divulguées qu'aux personnes qui en ont besoin pour exécuter le marché conformément au principe de proportionnalité et au principe du "besoin de savoir" (c'est-à-dire que les données ne sont fournies qu'aux personnes qui ont besoin des données à caractère personnel pour exécuter le marché tel que déterminé dans le cahier spécial des charges correspondant et la présente Convention).
- 5.7. L'adjudicataire s'engage à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes que le personnel du pouvoir adjudicateur qui ont besoin des données à caractère personnel pour se conformer aux obligations de la présente Convention, et s'assure que le personnel identifié a accepté les obligations légales et contractuelles de confidentialité adéquates.
- 5.8. Si l'adjudicataire enfreint le présent marché et le RGPD en déterminant les finalités et les moyens du traitement, il devra être considéré comme responsable du traitement dans le cadre de ce traitement.

Article 6 : Obligations du pouvoir adjudicateur

- 6.1. Le pouvoir adjudicateur apportera toute l'assistance nécessaire et coopérera de bonne foi avec l'adjudicataire afin de s'assurer que tout traitement des données à caractère personnel est conforme aux exigences du Règlement et notamment aux principes relatifs au traitement des données à caractère personnel.
- 6.2. Le pouvoir adjudicateur conviendra avec l'adjudicataire sur les canaux de communication appropriés afin de s'assurer que les instructions, directions et autres communications concernant les données à caractère personnel qui sont traitées par l'adjudicataire pour le compte du pouvoir adjudicateur sont bien reçues entre les Parties. Le pouvoir adjudicateur notifie à l'adjudicataire l'identité du point de contact unique du pouvoir adjudicateur que l'adjudicataire est tenu de contacter en application de la présente Convention. Les instructions non écrites (p. ex. instructions orales par téléphone ou en personne) doivent toujours être confirmées par écrit.

Le point de contact du pouvoir adjudicateur est : dpo@enabel.be

- 6.3. Le pouvoir adjudicateur garantit qu'il n'émettra aucune instruction, direction ou demande à l'adjudicataire qui ne respecte pas les dispositions du Règlement.
- 6.4. Le pouvoir adjudicateur fournit l'assistance nécessaire à l'adjudicataire et/ou à son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) pour se conformer à une demande, ordonnance, enquête ou assignation adressée à l'adjudicataire ou à son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) par une autorité gouvernementale ou judiciaire nationale compétente.
- 6.5. Le pouvoir adjudicateur garantit qu'il ne donnera aucune instruction, direction ou demande à l'adjudicataire qui obligerait l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) à violer toute obligation imposée par la législation nationale obligatoire applicable à laquelle l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) sont soumis.

- 6.6. Le pouvoir adjudicateur garantit qu'il coopérera de bonne foi avec L'adjudicataire afin d'atténuer les effets négatifs d'un incident de sécurité affectant les données à caractère personnel traitées par l'adjudicataire et/ou son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Article 7 : Utilisation de Sous-traitants subséquents

- 7.1. Conformément au cahier spécial des charges, l'adjudicataire peut faire appel à la capacité d'un tiers pour répondre au présent marché, ce qui constitue une sous-traitance ultérieure au sens de l'article 28 du RGPD²¹.
- 7.2. L'adjudicataire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant subséquent ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance subséquente ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.
- 7.3. L'adjudicataire n'utilisera que des sous-traitants subséquents offrant des garanties suffisantes pour mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de telle sorte que le traitement des données réponde aux exigences du présent marché, du droit belge et du RGPD et qu'il assure la protection des droits de la personne concernée.
- 7.4. Lorsque l'adjudicataire engage un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques au nom du pouvoir adjudicateur, des obligations en tout point identiques à celles prévues par la présente Convention devront s'imposer sur ce sous-traitant subséquent, ce dernier doit en particulier présenter les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la Réglementation.

Les accords passés avec le sous-traitant subséquent sont établis par écrit. Sur demande, l'adjudicataire devra fournir au PA une copie de ce (ces) contrats.

- 7.5. Si le sous-traitant subséquent ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, l'adjudicataire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant subséquent de ses obligations.
- 7.6. L'adjudicataire doit transmettre les objectifs déterminés et les instructions émises par le pouvoir adjudicateur d'une manière précise et rapide au(x) sous-traitant(s) subséquent(s) lorsque et où ces objectifs et instructions se rapportent à la partie du traitement dans laquelle le(s) Sous-traitant(s) subséquent(s) est (sont) impliqué(s).

Article 8 : Droits des personnes concernées

- 8.1. Dans la mesure du possible, en tenant compte de la nature du traitement et au moyen de mesures techniques et organisationnelles appropriées, l'adjudicataire s'engage à aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux

²¹ A adapter selon le CSC

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

demandes d'exercice des droits des personnes concernées conformément au Chapitre III du Règlement.

- 8.2. En ce qui concerne toute demande des personnes concernées en lien avec leurs droits concernant le traitement des données à caractère personnel les concernant par l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s), les conditions suivantes s'appliquent :
- L'adjudicataire informera sans délai le pouvoir adjudicateur de toute demande formulée par une Personne concernée relative aux données à caractère personnel que l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) traite(nt) pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
 - L'adjudicataire se conformera promptement et exigera de son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) qu'il(s) se conforme(nt) promptement à toute demande du pouvoir adjudicateur afin que ce dernier se conforme à une demande faite par la Personne concernée qui souhaite exercer un de ses droits ;
 - L'adjudicataire veillera à ce que lui-même et son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) disposent des capacités techniques et organisationnelles nécessaires pour bloquer l'accès aux données à caractère personnel et pour détruire physiquement les données sans possibilité de récupération si et quand une telle demande est faite par le pouvoir adjudicateur. Sans préjudice de ce qui précède, l'adjudicataire conserve la possibilité d'examiner si la demande du pouvoir adjudicateur ne constitue pas une violation du Règlement.
- 8.3. L'adjudicataire doit, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, fournir toute l'assistance nécessaire et fournir toutes les informations nécessaires pour que le pouvoir adjudicateur puisse défendre ses intérêts dans toute procédure - judiciaire, arbitrale ou autre - engagée contre le pouvoir adjudicateur ou son personnel pour toute violation des droits fondamentaux à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées.

Article 9 : Mesures de sécurité

- 9.1. Pendant toute la durée de la présente Convention, l'adjudicataire doit avoir mis en place et maintenir des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement et garantisse la protection des droits des personnes concernées.
- 9.2. L'adjudicataire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité approprié au risque, conformément à l'article 32 du Règlement.
- 9.3. Pour évaluer le niveau de sécurité approprié, il a été tenu compte en particulier des risques présentés par le traitement, notamment la destruction accidentelle ou illicite, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée ou l'accès non autorisé aux Données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière.
- 9.4. Les parties reconnaissent que les exigences en matière de sécurité évoluent continuellement et qu'une sécurité efficace exige une évaluation fréquente et une amélioration régulière des mesures de sécurité désuètes. L'adjudicataire devra donc continuellement évaluer et renforcer, compléter ou améliorer les mesures mises en œuvre en vue du respect continu de ses obligations.

- 9.5. L'adjudicataire fournit au pouvoir adjudicateur une description complète et claire, de manière transparente et compréhensible, de la manière dont il traite les données à caractère personnel de celui-ci (Annexe 3).
- 9.6. Dans le cas où l'adjudicataire viendrait à modifier les mesures de sécurité appliquées, l'adjudicataire s'engage à le notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur ;
- 9.7. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre et/ou de résilier le marché, lorsque l'adjudicataire ne peut plus prévoir des mesures techniques et organisationnelles appropriées au risque de traitement ;

Article 10 : Audit

- 10.1. L'adjudicataire reconnaît que le pouvoir adjudicateur est sous la surveillance d'une Autorité de surveillance ou de plusieurs Autorités de surveillance. L'adjudicataire reconnaît que le pouvoir adjudicateur et toute Autorité de surveillance concernée auront le droit d'effectuer un audit à tout moment, et en tout cas pendant les heures normales de bureau de l'adjudicataire, pendant la durée de la présente Convention afin d'évaluer si l'adjudicataire est conforme au Règlement et aux dispositions de la présente Convention. L'adjudicataire apporte la coopération nécessaire.
- 10.2. Ce droit d'audit ne peut être utilisé plus d'une fois par année civile, sauf si le pouvoir adjudicateur et/ou l'Autorité de surveillance a des motifs raisonnables de supposer que l'adjudicataire agit en conflit avec la présente Convention et/ou les dispositions du Règlement. La restriction du droit de contrôle ne s'applique pas à l'Autorité de surveillance.
- 10.3. Sur demande écrite du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire fournira au pouvoir adjudicateur ou à l'Autorité de surveillance concernée l'accès aux parties pertinentes de l'administration de l'adjudicataire et à tous les lieux et informations d'intérêt de l'adjudicataire (ainsi que, si applicable, ceux de ses agents, filiales et sous-traitants subséquents) pour déterminer si l'adjudicataire est conforme au Règlement et aux dispositions de la présente Convention. Sur demande de l'adjudicataire, les parties concernées conviennent d'un accord de confidentialité.
- 10.4. Le pouvoir adjudicateur doit prendre toutes les mesures appropriées pour minimiser toute obstruction causée par l'audit sur le fonctionnement quotidien de l'adjudicataire ou des services exécutés par l'adjudicataire.
- 10.5. S'il y a accord entre l'adjudicataire et le pouvoir adjudicateur sur un manquement important dans le respect du Règlement et/ou de la Convention, tel qu'il ressort de l'audit, l'adjudicataire remédie à ce manquement dans les plus brefs délais. Les Parties peuvent convenir de mettre en place un plan, y compris un calendrier de mise en œuvre de ce plan, afin de combler les lacunes révélées par la vérification.
- 10.6. Le pouvoir adjudicateur prendra en charge les frais de tout audit effectué au sens du présent article. Sans préjudice de ce qui précède, l'adjudicataire supportera les frais de ses employés. Toutefois, lorsque l'audit a révélé que l'adjudicataire n'est manifestement pas en conformité avec le règlement et/ou les dispositions de la présente Convention, l'adjudicataire prend à sa charge les frais de cet audit. Les frais de remise en conformité avec le Règlement et/ou les dispositions de la présente Convention sont à la charge de l'adjudicataire.

Article 11 : Transfert à des tiers

- 11.1. La transmission de données à caractère personnel à des tiers de quelque manière que ce soit est en principe interdite, sauf si la loi l'exige ou si l'adjudicataire a obtenu l'autorisation explicite du pouvoir adjudicateur pour ce faire.
- 11.2. Dans le cas où une obligation légale s'applique au transfert de données à caractère personnel, qui fait l'objet de la présente Convention, à des Tiers, l'adjudicataire devra en informer le pouvoir adjudicateur avant le transfert.

Article 12 : Transfert en dehors de l'EEE

- 12.1. L'adjudicataire traitera les données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur uniquement dans un lieu situé dans l'EEE.
- 12.2. L'adjudicataire ne devra pas traiter ou transférer les données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur, ni les traiter lui-même ou par le biais de tiers, en dehors de l'Union européenne, sauf autorisation préalable expresse et explicite du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire devra veiller à ce qu'aucun accès aux données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur par un tiers n'aboutisse de quelque manière que ce soit à la transmission de ces données à l'extérieur de l'Union Européenne.

Article 13 : Comportement à l'égard des autorités gouvernementales et judiciaires nationales

- 13.1. L'adjudicataire informera immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute demande, injonction, enquête ou assignation d'une autorité gouvernementale ou judiciaire nationale compétente adressée à l'adjudicataire ou à son sous-traitant subséquent qui implique la communication de données à caractère personnel traitées par l'adjudicataire ou un sous-traitant subséquent pour et au nom du pouvoir adjudicateur ou toute donnée et/ou information relative à ce traitement.

Article 14 : Droits de propriété intellectuelle

14.1. Tous les droits de propriété intellectuelle concernant les données à caractère personnel et les bases de données qui contiennent ces données à caractère personnel sont réservés au pouvoir adjudicateur, sauf convention contraire entre les Parties.

Article 15 : Confidentialité

- 15.1. L'adjudicataire s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel ainsi que leur traitement.
- 15.2. L'adjudicataire s'assure que les employés ou les sous-traitants subséquents autorisés à traiter les données à caractère personnel se sont engagés à opérer les traitements de manière confidentielle et sont par ailleurs tenus par une obligation contractuelle de confidentialité.

Article 16 : Responsabilité

- 16.1. Sans préjudice du marché, l'adjudicataire n'est responsable des dommages causés par le traitement que s'il ne s'est pas conformé aux obligations du Règlement

s'adressant spécifiquement aux sous-traitants ou s'il a agi en dehors ou contrairement aux instructions légales du pouvoir adjudicateur.

- 16.2. L'adjudicataire est redevable du paiement des amendes administratives qui découlent d'une infraction à la Réglementation.
- 16.3. L'adjudicataire sera exempt de sa responsabilité uniquement s'il peut prouver qu'il n'est pas responsable de l'évènement à l'origine d'une violation de la Réglementation.
- 16.4. S'il apparaît que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire sont responsables des dommages causés par le traitement des Données à caractère personnel, les deux Parties seront responsables et paieront des dommages, conformément à leur part de responsabilité individuelle pour les dommages causés par le traitement.

Article 17 : Fin du contrat

- 17.1. La présente Convention s'applique tant que l'adjudicataire traite des données à caractère personnel au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché. Si le marché prend fin, la présente Convention prendra également fin.
- 17.2. En cas de violation sérieuse de la présente Convention ou des dispositions applicables du Règlement, le pouvoir adjudicateur peut ordonner à l'adjudicataire de mettre fin au traitement des données à caractère personnel avec effet immédiat.
- 17.3. En cas de résiliation de la Convention, ou si les données à caractère personnel ne sont plus pertinentes pour la fourniture des services, L'adjudicataire supprimera, sur décision du pouvoir adjudicateur, toutes les données à caractère personnel ou les retournera au pouvoir adjudicateur et supprimera les données à caractère personnel et autres copies. L'adjudicataire en apportera la preuve par écrit, à moins que la législation applicable n'exige le stockage des données à caractère personnel. Les données à caractère personnel seront retournées gratuitement au pouvoir adjudicateur, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

Article 18 : Médiation et compétence

- 18.1. L'adjudicataire convient que si la personne concernée invoque contre elle des demandes de dommages-intérêts en vertu de la présente Convention, l'adjudicataire acceptera la décision de la personne concernée :
 - De renvoyer le différend à la médiation chez une personne indépendante
 - De renvoyer le litige devant les tribunaux du lieu d'établissement du pouvoir adjudicateur
- 18.2. Les Parties conviennent que le choix fait par la personne concernée ne portera pas atteinte aux droits substantiels ou procéduraux de la personne concernée de demander réparation conformément à d'autres dispositions du droit national ou international applicable.
- 19.1. Tout différend entre les Parties au sujet des modalités de la présente entente doit être porté devant les tribunaux compétents, tel que déterminé dans l'entente principale.

Ainsi, convenu le [.....] et établi en deux exemplaires dont chaque Partie reconnaît avoir reçu un exemplaire signé.

POUR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

POUR L'ADJUDICATAIRE

Nom : [.....]

Nom : [.....]

Fonction : [.....]

Fonction : [.....]

Annexe 1 : Description des activités de traitement des données à caractère personnel opérées par l'adjudicataire²²

1. Activités de traitement effectuées par le sous-traitant

Objet du traitement :

Nature du traitement : *[Par exemple : structuration, consultation, stockage et collection, etc.]*

Durée du traitement :

Finalité du traitement :

2. Les catégories de données à caractère personnel que le sous-traitant va traiter pour le compte du responsable de traitement (*indiquer ce qui est applicable).

- ☐ Données d'identification personnelle (par ex. nom, adresse, téléphone, etc.)
- ☐ Données d'identification électroniques (par ex. adresses e-mail, ID Facebook, ID Twitter, noms d'utilisateur, mots de passe ou autres données de connexion, etc.)
- ☐ Données électroniques de localisation (par ex. adresses IP, GSM, GPS, points de connexion, etc.)
- ☐ Données d'identification biométriques (p. ex. empreintes digitales, balayage de l'iris, etc.)
- ☐ Copies des documents d'identité
- ☐ Données d'identification financière (par ex. numéros de compte (bancaire), numéros de carte de crédit, informations sur le salaire et le paiement, etc.)
- ☐ Caractéristiques personnelles (p. ex. sexe, âge, date de naissance, état civil, nationalité, etc.)
- ☐ Données physiques (par ex. taille, poids, etc.)
- ☐ Habitudes de vie
- ☐ Données psychologiques (p. ex. personnalité, caractère, etc.)

²² A remplir par le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

- ☐ Composition de la famille
- ☐ Loisirs et intérêts
- ☐ Adhésions
- ☐ Les habitudes de consommation
- ☐ L'éducation et la formation
- ☐ Profession et occupation (par ex. fonction, titre, etc.)
- ☐ Images/photos
- ☐ Enregistrements sonores
- ☐ Numéro du registre national de sécurité sociale/numéro d'identification
- ☐ Détails du contrat (par ex. relation contractuelle, historique de commande, numéros de commande, facturation et paiement, etc.)
- ☐ Autres catégories de données, <Décrivez>

3. Les catégories particulières de données à caractère personnel que le sous-traitant va traiter pour le compte du responsable de traitement (le cas échéant) (indiquer ce qui est applicable)

- ☐ Données sensibles (art. 9 RGPD)
 - Données raciales ou ethniques
 - Données sur la vie sexuelle
 - Opinions politiques
 - Appartenance à un syndicat
 - Croyances philosophiques ou religieuses
- ☐ Données relatives à la santé (art. 9 RGPD)
 - Santé physique
 - Santé psychologique
 - Situations et comportements à risque
 - Données génétiques
 - Données relatives aux soins
- ☐ Données judiciaires (article 10 de la loi générale sur la protection des données)

- Soupçons et actes d'accusation
- Condamnations et peines
- Mesures judiciaires
- Sanctions administratives
- Données ADN

4. Les catégories de personnes concernées (*indiquer ce qui est applicable)

☐ (Potentiels)/(anciens) clients

Si oui, <décrivez>

☐ Candidats et (anciens) salariés, stagiaires, etc.

Si oui, <décrivez>

☐ (Potentiels)/(anciens) fournisseurs

Si oui, <décrivez>

☐ (Potentiels)/ (anciens) partenaires (d'affaires)

Si oui, <décrivez>

☐ Autre catégorie

Si oui, <décrivez>

5. L'ampleur des traitements (nombre d'enregistrements/nombre de personnes concernées)

<Décrivez>

6. Les périodes d'utilisation et de conservation des (différentes catégories de) données personnelles :

<Décrivez>

7. Lieu du traitement :

<Décrivez>

Si le traitement a lieu en dehors de l'EEE, veuillez préciser les garanties appropriées mises en place

<Décrivez>

8. Engagement des sous-traitants subséquents suivants :

<Décrivez>

9. Coordonnées de la personne de contact responsable chez le responsable du traitement

Nom :	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	
Nom : ²³	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	

10. Coordonnées de la personne de contact responsable chez le sous-traitant :

Nom :	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	

²³ Indiquez la personne responsable du projet/département/autre correspondant

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)

Nom :	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	

Annexe 2 : Sécurité du traitement²⁴

Le Pouvoir adjudicateur ne doit faire appel qu'aux sous-traitants qui fournissent des garanties suffisantes, en particulier en termes d'expertise, de fiabilité et de ressources, pour mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles mentionnées à l'article 32 du RGPD, ce qui inclut la sécurité du traitement.²⁵

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, que présente le traitement pour les droits et libertés des personnes physiques, l'adjudicataire met en œuvre, des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Ces mesures de sécurité comprennent, entre autres, ce qui suit :

- [Décrivez]

²⁴ A remplir par l'adjudicataire

²⁵ Considérant 81 du RGPD

BDI220001-10008-Marché de Services relatif à « l'achat de matériels, équipements et fourniture »
(Code Navision : BDI220001-10008)